

Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou



<http://www.ummtto.dz>

Domaine : Sciences Economiques, Commerciales et de Sciences de Gestion

Filière : Sciences Economiques

Niveau : 1ere Année Socle Commun

Semestre : 1

Introduction à l'économie

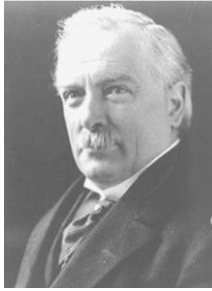
POLYCOPIÉ DE COURS

Selon le programme officiel (CPND)

Présentation de la matière

Matière	Introduction à l'économie	Unité d'enseignement	Unité fondamentale
Crédits	06	Coefficient	03
Volume horaire Heures/Semaine	3h00	Cours TD	01h30 01h30

Enseignant : Dr. FIRLAS Mohammed
Contact : mohammed.firlas@ummtto.dz



“ La difficulté n’est pas de comprendre les idées nouvelles, mais d’échapper aux idées anciennes”.

John Maynard KEYNES (1883-1946), Economiste britannique

Objectifs de la matière

1

Ce module est une introduction à l'économie, il fournit une initiation au monde de l'économie. Il porte plus précisément sur la connaissance des notions de base de l'économie, ainsi que les éléments fondateurs de la science économique, dont la maîtrise est indispensable pour tout étudiant en économie. L'enseignement de cette discipline vise à initier l'étudiant au raisonnement économique, à se familiariser avec les notions fondamentales ainsi qu'au vocabulaire économique. Il s'agit, d'une part, de lui présenter les concepts clés de l'économie — tels que l'offre, la demande, la contrainte budgétaire, les équilibres de marché ou encore l'efficacité — et, d'autre part, de lui montrer comment ces outils analytiques permettent d'aborder les grandes problématiques économiques contemporaines : croissance, chômage, inflation, crises financières, commerce international, etc. L'objectif est également de développer chez l'étudiant une capacité de raisonnement autonome, en l'entraînant à formuler, modéliser et analyser toute situation impliquant des choix économiques, afin d'en saisir les enjeux réels, dépasser les apparences et éviter les idées reçues.

Prérequis

2

Étant une introduction aux notions fondamentales de l'économie, ce module ne requiert aucun prérequis spécifique dans la discipline. Toutefois, l'étudiant peut mobiliser les acquis généraux offerts par le diplôme de baccalauréat, qui constituent une base utile pour observer, comprendre et assimiler les contenus abordés. Ces acquis, notamment en matière de raisonnement, d'analyse et de compréhension des phénomènes sociaux, facilitent l'apprentissage des concepts économiques.

Contenu de la matière

3

Introduction générale : Pourquoi étudier l'économie ?

Chapitre 1 : Objet et nature de la Science Economique

Section 1 : Origine et évolution de la science économique

Section 2 : Définitions de la science économique

Section 3 : La méthode de la science économique

Section 4 : La relation de la science économique avec les autres sciences

Chapitre 2 : La problématique de la science économique

Section 1 : Les besoins illimités

Section 2 : Les biens limités

Section 3 : La rareté et les choix efficaces

Section 4 : Les implications de la rareté

Chapitre 3 : Les systèmes économiques

Section 1 : La notion et fondements du système économiques

Section 2 : Les modèles économiques dominants

Section 3 : Les mutations contemporaines des systèmes économiques

Chapitre 4 : Présentation et organisation de l'activité économique

Section 1 : Les agents économiques

Section 2 : Les opérations économiques

Section 3 : Les marchés

Section 4 : Le circuit économique

Chapitre 5 : Les fonctions économiques

Section 1 : La production : point départ de l'activité économique

Section 2 : La répartition du revenu

Section 3 : Les emplois du revenu : Consommation, épargne et investissement

Chapitre 6 : monnaie et financement de l'économie

Section 1 : La monnaie : formes et fonctions

Section 2 : La création monétaire

Section 3 : Le financement de l'économie

Chapitre 7 : Les grands équilibres économiques : Croissance, Inflation et Chômage

Section 1 : La croissance économique

Section 2 : L'inflation

Section 2 : Le chômage

Conclusion Générale

Modalités d'évaluation

4

Nature du contrôle	Pondération en %
Examen	60
Contrôle continu <ul style="list-style-type: none">- Projets personnels- Exposés en groupe- Interrogation- Participation- Assiduité	40

Thématiques des exposés

5

Thème 1 : La problématique économique

Thème 2 : L'activité économique

Thème 3 : Les systèmes économiques

Thème 4 : La production et investissement

Thème 5 : La consommation et l'épargne

Thème 6 : La répartition du revenu

Thème 7 : La monnaie et le financement de l'économie

Thème 8 : La croissance économique et mesure de l'activité économique

Thème 9 : Le rôle de l'Etat dans l'économie

Thème 10 : L'échange et le commerce international

Thème 11 : Les déséquilibres économiques

Bonne lecture et bon cours !

Introduction générale : Pourquoi étudier l'économie ?

Le présent cours est destiné aux étudiants de semestre 1 de la première année Sciences économiques (Tronc Commun). Il s'agit notamment d'une initiation pour comprendre les soubassements et les fondements de la science économique.

Dans l'accomplissement de ses activités quotidiennes, tout individu a un comportement économique bien déterminé. L'économie est une discipline indissociable de la vie courante des hommes, tous les problèmes qui nous entourent sont d'ordre économique. En effet, la science économique est une science humaine. Elle a pour objet d'étudier l'être humain. C'est également une science sociale puisqu'elle étudie le comportement des individus au sein de la société. Toutefois, étudier les sciences économiques et sociales, c'est mieux comprendre le monde où nous vivons.

A présent, une question peut être posée : quel est l'intérêt de l'enseignement de l'économie ?

Étudier l'économie permet de comprendre comment les sociétés organisent la production, la distribution et la consommation des richesses afin de répondre aux besoins individuels et collectifs. Dans un monde marqué par la rareté des ressources, l'économie offre des outils pour analyser les choix des agents, les mécanismes des marchés et le rôle de l'État dans la régulation de l'activité.

Tout d'abord, l'économie permet d'interpréter et comprendre les questions économiques telles que la production, la productivité, la consommation, l'investissement, l'inflation, le commerce extérieur, la compétitivité, etc. Toutes ces notions sont indispensables à la prise de décision.

Ensuite, l'économie cherche à établir les principes économiques qui serviront à formuler des politiques visant à résoudre les problèmes économiques.

Enfin, l'économie aide à apprécier les effets de certaines mesures de politique économique et comprendre par conséquent les limites de celles-ci.

Ce cours n'est évidemment pas exhaustif. Il ne couvre ni l'ensemble des concepts et définitions ni l'entièreté du domaine économique.

CHAPITRE 1 :

Objet et nature de la science économique

PLAN :

Section 1 : Origine et évolution de la science économique

Section 2 : La définition de la science économique

Section 3 : La méthode de la science économique

Section 4 : La relation de la science économique avec les autres sciences

OBJECTIFS :

L'étudiant doit être capable de :

- Comprendre l'historique et l'origine du mot « Economie »
- Présenter les différentes définitions de la science économique
- Comprendre les méthodes et les approches utilisées par la science économique
- Expliquer la relation de la science économique avec les autres sciences

Mots clés :

Science économique- objet de la S.E- méthode de la S.E- Définition de la S.E- Science de la richesse- Science de l'échange -Science de la rareté- Choix efficaces- Besoins illimités- ressources rares- Microéconomie- Macroéconomie-Approche normative- Approche positive- méthode inductive-méthode déductive.

Introduction

L'objet d'une science est ce qu'elle cherche à étudier, à expliquer et à comprendre.

Chaque science se distingue par son objet d'étude propre par exemple : la biologie étudie les êtres vivants, la physique les phénomènes naturels. Donc, l'objet d'une science consiste à délimiter ses domaines de recherche et d'application de cette discipline. Autrement dit, on doit savoir de quoi s'occupe la science économique. Ce chapitre a comme objectif global de connaître le champ d'intervention de la science économique et se familiariser avec les notions de base de l'économie. Ce premier chapitre vise donc à poser les fondements de la réflexion économique en présentant :

- L'objet de la science économique : à quoi sert-elle ? Que cherche-t-elle à expliquer ?
- Ses principales définitions, à travers les approches classiques et contemporaines ;
- Les méthodes qu'elle utilise pour formuler des hypothèses, construire des modèles et tirer des conclusions à partir de faits observables.

Section 1 : Origine et évolution de la science économique

L'économie a mis longtemps à se construire en tant que science. L'étymologie du terme économie est l'association de deux mots grecques (*oïkonomia*) : le 1er « *Oïkos* » qui signifie maison, et le 2ème « *Nomos* » que signifie principales règles et lois, ce qui veut dire les règles du bon fonctionnement de la maison (la bonne gestion d'une maison).

L'origine étymologique du mot économie consolide le rôle clé de la famille. Le philosophe grec Aristote identifie trois branches de la science :

- l'éthique qui dépend de l'individu,
- le pouvoir qui dépend de la cité,
- l'économie qui dépend de la famille.

Pour Aristote « *l'économie est la science de l'activité en famille* ».

Au Moyen Age, c'est la morale chrétienne qui inspire la pensée économique. Entre le XVIe et le XVIIIe siècle, les mercantilistes, qui préconisent l'abondance d'or, l'intervention de l'Etat et le développement de la population, rendent la réflexion économique autonome mais ne constituent pas encore un courant économique structuré.

Au milieu du XVIIIe siècle, les physiocrates, tout en réduisant la création de richesses à la production agricole, donnent une analyse économique globale sous forme de circuit et peuvent être considéré comme des précurseurs. Ils sont à l'origine de « l'ordre naturel » qui selon eux, il existe des lois naturelles qui régissent toutes les sociétés.

A partir de la fin du XVIII^e siècle, sur la même pensée Adams Smith « la main invisible » ; Malthus « la loi de la population », Jean Baptiste Say « loi de débouché » fondent l'économie politique classique. Ce développement analytique se poursuit jusqu'à nos jours et se manifeste actuellement par l'élaboration de nouveaux instruments d'analyse qui font appel de plus en plus à la formalisation mathématique (économétrie et la modalisation). de véritables courants théoriques se développent.

Trois conceptions de l'économie – non exclusives les unes par rapport aux autres sont ainsi communément admises.

Section 2 : Définitions de la science économique

Les définitions de la science économique sont extrêmement nombreuses, chaque économiste étant tenté de forger la sienne. Certaines définitions sont fondées sur tel ou tel aspect de l'activité économique. L'économie est alors présentée comme la science des richesses, ou la science des échanges, ou la science des prix, ou la science des choix...

1.1. L'économie comme une science de la richesse (fin du 18^{em}) :

Contemporaine de la révolution industrielle, la théorie classique se présente comme une nouvelle approche de l'économie politique. La naissance de l'économie moderne remonte à 1776, année de la parution de l'ouvrage d'Adam Smith « *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* ».

Selon la conception de l'école classique, l'économie serait la science qui a pour objet l'étude de **la richesse matérielle**. Tout ce qui satisfait un besoin, tout ce qui est utile est considéré comme richesse.

Dans ce cadre d'analyse, l'enrichissement est considéré comme l'objectif fondamental des sociétés : Citons quelques définitions qui se basent sur la notion de richesse :

- L'économiste classique français Jean Baptiste SAY (1767-1832) a donné la définition suivante : « *L'économie politique enseigne comment se forment et se consomment les richesses qui satisfont aux besoins des sociétés* »¹.
- Joseph GARNIER (1813-1881) présente la définition suivante : « *L'économie politique est la science de la richesse c'est-à-dire la science qui a pour but de déterminer comment la richesse est et doit être le plus rationnellement produite,*

¹ Jean Baptiste SAY, *Traité d'économie politique*, 1803

échangée, répartie, employée dans l'intérêt des individus comme dans celui de la société tout entière »².

Suivant ces définitions, l'enrichissement est le but fondamental de l'individu et de la société. La science économique est définie alors comme la science de la richesse.

1.2. L'économie comme science de l'échange marchand (fin 19^{ème})

Les économistes du 19^{ème} siècle qui appartiennent à l'école néoclassique comme L. Walras et A. Marshall considèrent l'économie comme une science qui a pour but l'étude des fondements de l'échange marchand (c'est grâce aux marchés que l'on mesure la valeur des biens et des services).

Un bien ou un service n'a pas de **valeur** en soi, il n'a de valeur que s'il satisfait un besoin, que s'il a une **utilité**. Or le problème qui se pose est comment vérifier cette utilité et donc comment mesurer la valeur de ces biens ?

C'est à travers **l'échange** que la valeur d'un bien ou d'un service se manifeste ; cet échange s'opère à travers les **marchés**. Par conséquent les marchés sont au cœur de la science économique dans la mesure où ils permettent de vérifier l'utilité des biens et de mesurer donc leurs valeurs. Ces marchés fixent le niveau général des prix, l'économie devient alors une science des prix puisque ce dernier n'est que le résultat de l'échange ; est économique tout (et seulement) ce qui peut se traduire par un prix.

Suivant cette conception l'économie ne s'intéresse aux activités humaines que dans la mesure où elles s'échangent sur un marché puisqu'elles expriment un besoin.

1.3. L'économie est une science de la rareté et des choix efficaces

Lionel Robbins, dans son ouvrage paru en 1947, « *Essai sur la nature et la signification de la science économique* », a défini l'économie comme « *la science qui étudie le comportement humain en tant que relation entre les fins et les moyens rares à usage alternatif* ».

Cette définition part de l'idée que **la rareté des ressources** oblige à faire des **choix**. La rareté est une situation de non abondance des ressources pour satisfaire les besoins, il faut dépenser un effort en travail ou consentir des sacrifices. Tout problème économique découle de ce fait : les ressources sont rares et polyvalentes, et s'il est possible de

2

satisfaire un désir pris individuellement, satisfaire tous les désirs de tous est impossible. Il faut faire des choix d'allocation des ressources, qui excluent tout gaspillage (choix optimal).

Suivant cette définition, les moyens sont rares, il y a lieu de les utiliser de façon efficace. Les agents économiques ont des besoins illimités alors que leurs ressources sont limitées, se pose alors le problème de choix.

Tableau 1 : Synthèse des différentes conceptions de l'économie

Conception de l'économie	Caractérisation
L'économie est une science de la richesse	L'économie est un domaine dont le but est d'étudier la richesse : – Comment est-elle produite ? – Comment elle évolue ? – Comment est-elle répartie entre les agents économiques (ménages, entreprises, etc.) ?
L'économie est une science de l'échange marchand	C'est au travers l'échange que la valeur d'un bien ou d'un service se manifeste. Ce faisant, l'économie est une discipline qui, fondamentalement, s'intéresse à l'échange marchand.
L'économie est une science des choix efficace	L'économie étudie les manières dont les individus ou les sociétés mobilisent de façon optimale leurs ressources limitées afin de satisfaire au mieux leurs besoins. L'économie vise ainsi à s'intéresser aux processus d'optimisation à partir desquels les agents économiques allouent leurs ressources en vue de satisfaire des besoins.

1.4. Définitions de synthèse

Particulièrement on va citer les définitions de Raymond. BARRE, Edmond. MALINVAUD et de Paul. SAMUELSON.

A. Définition de R. BARRE (1959)

« La science économique est la science de l'administration des ressources rares. Elle étudie les formes que prend le comportement humain dans l'aménagement de ces ressources, elle analyse et explique les modalités selon lesquelles un individu ou une société affecte des moyens limités à la satisfaction des besoins nombreux et illimités »³.

³ Raymond BARRE, *Economie politique*, PUF, 1959

L'idée centrale de cette définition est le lien entre moyens limités et besoin illimités. Il existe un problème de nature économique dès que la rareté se manifeste et qu'il faut la gérer. La rareté implique la recherche de l'efficacité dans l'utilisation des ressources et conduit à s'interroger sur le caractère illimité des besoins.

B. Définition d'E. MALINVAUD (1968)

« L'économie est la science qui étudie comment les ressources rares sont employées pour la satisfaction des besoins des hommes vivant en société ; elle s'intéresse, d'une part, aux opérations essentielles que soient la production, la distribution et la consommation des biens et, d'autre part, aux institutions et aux activités ayant pour objet de faciliter ces opérations »⁴.

Cette définition complète la définition de L. Robbins en posant clairement que les agents économiques sont des « hommes en société », en incluant certaines institutions dans son objet, et en mettant en avant une préoccupation pour l'efficacité de la régulation

C. Définition de P. A. SAMUELSON (1948)

« L'économie est l'étude de la façon dont l'homme et la société choisissent avec ou sans recours à la monnaie, d'employer des ressources productives rares qui sont susceptibles d'emplois alternatifs pour produire divers biens, et les distribuer en vue de la consommation, présente ou future, des différents individus et groupes qui constituent la société »⁵.

A travers cette définition, l'objet de la science économique étant la recherche de solutions efficaces aux problèmes : que produire ? Comment produire ? et pour qui produire ? L'objet de toute économie c'est de répondre à ces trois questions fondamentales.

Cette problématique du « que, comment et pour qui produire », qui est commune à toutes les sociétés, ramène l'activité économique à trois actes fondamentaux : la production, consommation, et la répartition.

L'acte économique provient du fait que la nature ne fournit pas gratuitement et en quantités illimitées ce que les hommes ont besoin ; ces derniers doivent donc travailler

⁴ Edmond MALINVAUD, « Leçons de théorie microéconomique », Dunod, 1968

⁵ Paul A SAMUELSON, « L'Economie », Paris Armand Collin, 1957.

et s'organiser de façon à satisfaire leurs besoins en utilisant les ressources dont ils disposent.

- **Que produire ?** : Quels biens et quels services faut-il produire, et en quelles quantités ? La réponse à ces questions dépend des besoins des individus et de la société. Par conséquent il faut faire un choix des biens et des services qui doivent être produits pour satisfaire les besoins des individus et de la société. Cette question renvoie à la notion de besoin et des biens qui satisfont ces besoins.

- **Comment produire ?** : Comment les biens doivent-ils être produits ? Avec quelles ressources ? et selon quelles techniques ? Cette question du comment produire provient du fait que la rareté des ressources oblige à faire des choix qui procurent un maximum de satisfaction pour un minimum de coût choix efficaces.

- **Pour qui produire ?** : Cette question soulève le problème de la répartition de la richesse entre les membres de la société. La production des biens et services crée de la richesse, cette dernière est répartie sous formes de revenus entre les facteurs de production.

L'objet de la science économique est donc d'étudier et orienter l'activité économique en vue de satisfaire les besoins des hommes vivant en société.

Section 3 : La méthode de la science économique

Définir la méthode propre à la science économique revient à préciser comment cette discipline observe, analyse et interprète les faits et les phénomènes économiques afin de les modéliser et d'en dégager des lois ou des théories explicatives.

L'analyse des phénomènes économiques repose sur plusieurs approches et démarches méthodologiques, parmi lesquelles on distingue :

3.1. La méthode inductive / La méthode déductive

L'**induction** est un processus de pensée qui consiste à aller du particulier au général, à l'inverse de la déduction. La méthode inductive part de l'observation des faits pour dégager des principes généraux. Exemple : Tous les corps tombent (loi de gravité).

La **déduction** consiste à déduire des propositions en utilisant un raisonnement logique sans faire appel à l'observation des faits. Exemple : Tous les hommes sont mortels, Socrate est un homme, il est donc mortel.

3.2. L'approche positive/ L'approche normative

Une analyse **positive** explique pourquoi les choses et les comportements sont ce qu'ils sont. Elle vise donc à montrer le monde « *tel qu'il est* ». **Exemple** : sur la base d'études économétriques (ex : calcul d'élasticité), il semble qu'une augmentation de la TVA de 1 point aura pour effet de réduire la consommation de 0.2 %. Par contre, une analyse normative cherche à définir ce que doivent être les choses et les comportements, à expliquer « *comment doit être* » le monde. **Exemple** : Le gouvernement doit augmenter les dépenses publiques

Seule la démarche positive relève de la science, l'économie normative est trop influencée par des valeurs que l'on cherche à respecter. Cependant, les économistes conçoivent comme un prolongement logique de leur travail, le fait de donner des conseils en matière de politique économique par exemple. Toutefois, si les économistes émettent des avis, c'est toujours en dernier ressort les hommes politiques qui prennent les décisions.

3.3. L'analyse microéconomique/ L'analyse macroéconomique

L'analyse microéconomique relève de l'individualisme méthodologique et prend pour point de départ l'analyse économique à l'échelle d'un agent. Elle choisit un agent type puis, pour passer aux grandeurs globales, elle propose d'agréger les décisions individuelles. À l'inverse, la macroéconomie s'intéresse aux relations entre les grandeurs globales. Donc, en microéconomie, le point de départ est l'analyse à l'échelle d'un agent économique, en macroéconomie il se situe à l'échelle de tous les agents économiques. Les conclusions de l'analyse microéconomique ne sont pas forcément généralisables au niveau macroéconomique.

Section 4 : La relation de la science économique avec les autres sciences

L'économie est intrinsèquement liée à plusieurs autres disciplines, ce qui en fait une science sociale polyvalente. Voici quelques relations clés :

4.1. Économie et Sociologie

- La sociologie étudie les comportements collectifs et les structures sociales, ce qui peut aider à comprendre les comportements des consommateurs, des travailleurs et des entreprises dans leur contexte social. Par exemple, la sociologie peut éclairer les facteurs socioculturels qui influencent la consommation.

- La notion de capital social (mis en avant par Pierre Bourdieu) est un exemple de concept sociologique utilisé en économie pour expliquer la manière dont les réseaux et les relations sociales peuvent influencer les performances économiques.

4.2. Économie et Politique

- L'économie politique analyse l'interaction entre les décisions économiques et les politiques publiques. Elle étudie, par exemple, comment les politiques fiscales et monétaires influencent l'économie d'un pays.
- La science politique et l'économie se rejoignent lorsqu'il s'agit de comprendre la manière dont les gouvernements influencent l'économie à travers la régulation, les subventions, les taxes, etc.

4.3. Économie et Psychologie (Économie comportementale)

- L'économie comportementale (ou psychologie économique) étudie les déviations par rapport aux comportements rationnels. Elle montre que les agents économiques peuvent agir de manière irrationnelle, influencés par des biais cognitifs.
- Par exemple, les travaux de Daniel Kahneman ont montré que les individus n'évaluent pas les gains et les pertes de manière symétrique, ce qui a des implications importantes pour la théorie de la décision.

4.4. Économie et Mathématiques

- L'économie utilise largement les outils mathématiques pour formaliser des théories (fonctions de production, courbes d'indifférence, etc.) et pour la modélisation économique. Les mathématiques sont particulièrement importantes en microéconomie (optimisation, théorie des jeux) et en macroéconomie (modèles de croissance, équations différentielles).

4.5. Économie et Histoire

- L'histoire économique permet de comprendre l'évolution des systèmes économiques, les crises, et les périodes de croissance et de récession. Elle fournit un cadre pour analyser les politiques économiques et leurs impacts sur le long terme.
- Par exemple, la Grande Dépression des années 1930 ou la crise de 2008 sont souvent étudiées pour comprendre les faiblesses des systèmes financiers et les réponses des gouvernements.

L'économie est donc **une science transversale** : elle **s'enrichit continuellement des apports d'autres disciplines** pour mieux comprendre les comportements humains, les

choix rationnels ou non, et les dynamiques globales. Cette interdisciplinarité est particulièrement importante pour l'analyse des crises, du développement durable, des inégalités ou encore de l'innovation.

Questions de révision

- [1]- Que signifie l'étymologie du mot « économie » (oikonomia) chez les Grecs anciens, et comment Aristote concevait-il l'économie ?
- [2]- En quoi la vision économique du Moyen-Âge était-elle marquée par la morale et la religion ?
- [3]- Quelle différence peut-on établir entre la conception domestique de l'économie (chez Aristote) et l'économie politique (A. Montchrestien) ?
- [4]- Quelle est la définition moderne de la science économique ?
- [5]- Comment l'économie a-t-elle été considérée comme Science de la richesse à ses débuts, et quelle critique ont été formulées contre cette conception ?
- [6]- En quoi l'économie peut-elle être définie comme science de l'échange marchand ? Expliquez le rôle central du marché dans cette conception ?
- [7]- Quelle différence existe-t-il entre microéconomie et macroéconomie ?
- [8]- Expliquez la notion de rareté et son importance dans l'analyse économique.
- [9]- Quelles sont les trois questions fondamentales posées par Samuelson en économie, et comment permettent-elles d'analyser l'organisation économique d'une société ?
- [10]- Quelle différence existe-t-il entre l'approche déductive et l'approche inductive en économie ? Donnez un exemple de chaque.
- [11]- Quelles sont les principales étapes de la démarche scientifique en économie ?
- [12]- Expliquez l'intérêt de l'utilisation des modèles en économie (pourquoi modélise-t-on la réalité ?).
- [13]- Donnez deux exemples illustrant les liens entre l'économie et la sociologie.
- [14]- Expliquez la relation entre la science économique et les mathématiques.

CHAPITRE 2 :

La problématique de la Science Economique

PLAN :

Section 1 : Les besoins illimités

Section 2 : Les biens limités

Section 3 : La rareté et les choix efficaces

Section 4 : Les implications de la rareté

OBJECTIFS :

L'étudiant doit être capable de :

- Comprendre la problématique de la science économique
- Présenter le caractère fondamental de la rareté
- Comprendre le rôle des choix économiques dans un contexte de ressources limitées
- Appréhender les différentes implications de la rareté (coût d'opportunité, arbitrage, ...).

Mots clés :

Besoin - Bien économique - Utilité - Bien libre - Rareté - Ressources - Choix efficace - Coût d'opportunité - Arbitrage - Rationalité - Optimalité - Allocation - Production - Répartition - Dépense.

Introduction

L'activité humaine présente un aspect économique dès qu'il y a lutte contre la rareté. En effet, l'économie est née de ce constat simple mais fondamental : les ressources dont

dispose les individus et les sociétés sont limitées, alors que leurs besoins sont multiples et souvent illimités. Cette situation de rareté impose des choix à l'occasion des grands actes de la vie économique. L'activité économique est la manière dont l'homme s'organise pour satisfaire ses besoins.

Ce chapitre vise à poser les bases de cette problématique en expliquant pourquoi et comment les choix économiques s'imposent dans toute société organisée.

Section 1 : La notion de besoin illimité

1.1. Qu'est-ce qu'un besoin ?

Un besoin est un sentiment de manque ou d'insatisfaction qui ne peut être effacée qu'au prix d'un effort. C'est une exigence de la nature (boire, dormir, manger) ou de la vie sociale (lecture, sport, voyage, distraction). Un besoin est une notion relative qui varie. Au fur et à mesure que l'économie se développe, apparaissent sans cesse de nouveaux besoins créés par l'homme. De sorte que l'on peut dire que les besoins sont illimités. Ces besoins et leurs satisfactions constituent la raison et le but de l'activité économique.

1.2. Caractéristiques des besoins

Ces besoins présentent trois traits caractéristiques principaux :

A. La multiplicité

A côté des besoins vitaux (manger, se vêtir se loger...) apparaissent sans cesse de nouveaux besoins liés tant au caractère propre à chaque individu qu'à l'environnement économique, social et culturel.

B. La satiabilité

L'intensité d'un besoin diminue au fur et à mesure qu'il est satisfait ; au-delà d'une certaine intensité de satisfaction, le besoin se trouve saturé.

C. La comparabilité

Tout individu est capable d'établir une hiérarchie dans l'intensité de ses besoins.

D. L'interdépendance

Certains besoins sont substituables (Ex : besoin de regarder la télé et besoin de lire), et d'autres complémentaires. (Ex : besoin d'automobile et besoin d'essence).

Les sociétés très primitives bornaient leur ambition à satisfaire leurs besoins physiologiques. Celles que nous connaissons, quel que soit leur degré de développement, ont d'autres besoins : ceux de s'équiper, de se divertir, de « paraître

»... Les besoins évoluent dans le temps en fonction du niveau de développement de l'économie et de richesse de l'individu. Les besoins présentent un intérêt d'étude pour les économistes parce qu'ils créent un sentiment d'insatisfaction... qui ne peut être comblé qu'au prix d'un effort humain. Cependant, le besoin est une notion relative qui varie :

- **Dans le temps** : les besoins évoluent en fonction :
 - Du degré de développement économique et social
 - De l'évolution des mentalités et de l'innovation technologique qui génèrent une profonde transformation des besoins.
 - Du phénomène de mode ... etc.
- **Dans l'espace** : dans la mesure où les besoins diffèrent selon :
 - Les croyances
 - La catégorie socioprofessionnelle
 - Le lieu d'habitation...etc.

1.3. Les classifications des besoins

Les besoins présentent des natures diverses ; ainsi parle-t-on de :

A. Selon leur nature : On distingue :

- Les besoins physiologiques, indispensables au maintien de la vie (se nourrir, boire, se vêtir, se loger, se soigner, ...)
- Les besoins sociaux, considérés indispensables pour assurer un niveau et un style de vie correspondant au groupe auquel appartient l'individu (se cultiver, voyager, ...). Certains besoins physiologiques peuvent devenir aussi des besoins sociaux (ex : se vêtir).

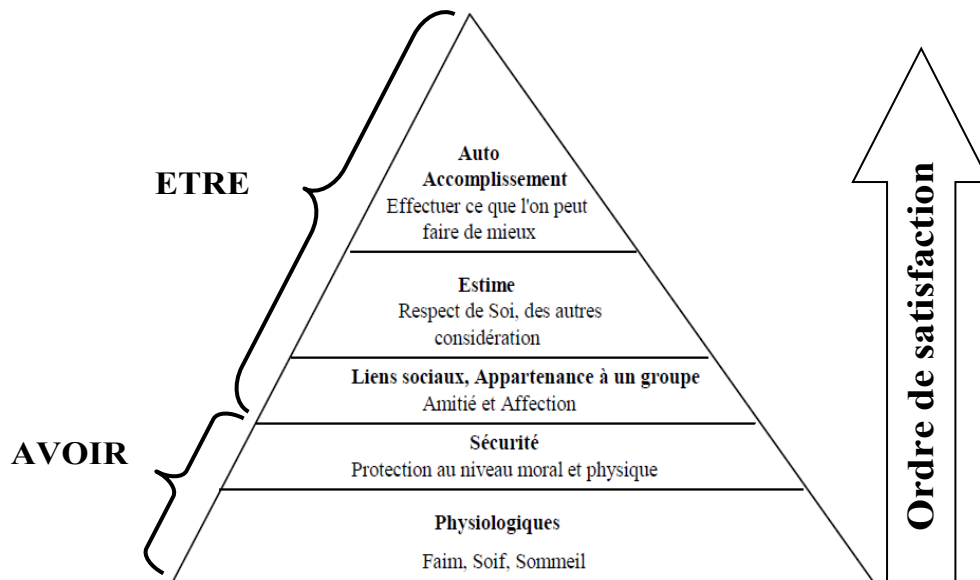
B. Selon la nature du sujet économique : On distingue :

- Les besoins individuels, qui seront satisfaits par des biens ne pouvant être utilisés pour la satisfaction d'un besoin similaire d'un autre individu (ex : se nourrir, ...)
- Les besoins collectifs, qui seront satisfaits par des biens disponibles pour l'ensemble d'une collectivité (ex : se former, se déplacer, ...).

C. Selon A. Maslow (1943)

Le sociologue Abraham Maslow a hiérarchisé cinq catégories de besoins, au travers de sa pyramide des besoins. L'intensité d'un besoin augmente avec le degré de satisfaction d'un besoin de niveau inférieur.

Figure 1: La pyramide des besoins de Maslow (A Theory of Human Motivation, 1943)



Section 2 : Les biens économiques

La satisfaction des besoins est obtenue à partir des biens. Un bien peut être un objet matériel (physique) ou immatériel (service).

2.1. Qu'est-ce qu'un bien économique ?

L'économie ne s'intéresse qu'aux biens rares, que l'on appelle bien économique, et écarte donc du domaine d'étude les biens libres qui, par opposition aux biens rares, sont disponibles en abondance, comme l'air, l'eau, le soleil, le vent. Un bien économique se caractérise par le fait qu'il nécessite un sacrifice pour être produit.

Bien économique	Bien libre
<ul style="list-style-type: none"> • Nécessite travail pour être utilisé • Il est limité et a un prix déterminé • Ex : livre, voiture, machine, ... 	<ul style="list-style-type: none"> • Richesse naturelle, il n'a pas besoin d'un travail • Existe en abondance partout et gratuit • Ex : Air, soleil, ...

2.2. Caractéristiques d'un bien économique

Un bien est dit économique s'il répond aux trois caractéristiques suivantes :

- A. **L'utilité ou l'aptitude à satisfaire un besoin** : cette caractéristique dépend du temps et de l'espace.
- B. **La disponibilité** : la possibilité de se procurer de ce bien en tout temps
- C. **La rareté** : un bien qui est disponible en quantité illimitées n'est pas un bien économique. L'air, par exemple n'est pas un bien économique puisque, même s'il satisfait un besoin essentiel celui de respirer, il n'est pas rare, c'est un bien libre.

2.3. La classification des biens économiques

Les biens peuvent faire l'objet de différentes classifications ou typologies selon les critères retenus. Six niveaux de différenciation peuvent être cités :

A. En fonction de la destination : On distingue

- **Biens de consommation finale** : contribuent directement à notre satisfaction ; sont détruits par l'usage. Ex : aliments, vêtements...
- **Biens d'investissement** : ils participent à plusieurs cycles productifs, ce sont les biens d'investissement qui sont usés sur une longue période ; ces derniers concernent essentiellement les équipements et les machines.
- **Biens intermédiaires** : Sont des moyens matériels détruits au cours du processus de production (une certaine quantité de travail, des matières premières, de l'énergie, etc...).

B. Selon la nature (matérialité) : On distingue

- **Biens matériels** : qui ont une existence physique (ex : une pomme, ...).
- **Biens immatériels** : concernent les services (transport, télécom ...).

C. Selon la durée de vie : On distingue

- **Biens durables** : qui ont une utilisation prolongée dans le temps (ex : une voiture, ...).
- **Biens non durables** : qui se détruisent par la consommation. Ils sont détruits dès leur première utilisation (ex : de l'essence, ...).

D. Selon la relation entre les biens : On distingue

- **Biens substituables :** Deux biens sont dits substituables s'ils peuvent être dissociés pour satisfaire un même besoin (bus/taxi).
- **Biens complémentaires :** Deux biens dits complémentaires s'ils ne peuvent être dissociés pour la satisfaction d'un même besoin. Un bien est dit complémentaire lorsqu'il est consommé avec un autre bien (la voiture et le carburant).
- **Biens indépendants :** Deux biens dits indépendants s'ils sont destinés à satisfaire deux besoins totalement différents.

E. Selon la divisibilité : on distingue

- **Les biens privés (marchand) :** Les individus consomment les biens achetés des magasins, ce sont les biens privés ou les biens qui permettent de satisfaire les besoins privés de consommation.
- **Les biens collectifs (non marchand) :** Ces mêmes individus consomment également des biens et des services consommés par d'autres individus tels que les routes, l'université et les hôpitaux ; ce sont les biens collectifs.

Section 3 : Rareté et choix efficaces

On peut définir la science économique comme la science de l'administration des ressources rares dans une société humaine. Ainsi étudie-t-elle les actes de la vie qui sont susceptibles de réduire les tensions qui apparaissent entre les besoins illimités et les moyens limités des agents économiques. Pour obtenir les biens économiques, les agents économiques disposent de moyens mais ces moyens sont limités. Les ménages disposent de leurs revenus, l'État dispose de son budget et les entreprises de leurs recettes.

3.1. Les choix économiques

Une des principales contradictions de l'économie est la conciliation entre des besoins illimités et des ressources rares. Il convient donc, avec le moins de biens possibles, de satisfaire le plus de besoins possibles. Il faut donc apprendre à gérer efficacement ses ressources. Pour résoudre le conflit entre l'existence par nature illimitée des besoins et le caractère limité des biens, l'homme doit procéder à des choix économiques. L'objet de la science économique est donc d'étudier et orienter l'activité économique en vue de

satisfaire les besoins des hommes vivant en société. L'économie est une science des choix rationnels.

Plus généralement encore, les choix économiques s'effectuent à l'occasion de trois grands moments de la vie économique :

- **La production**, c'est-à-dire la réalisation de biens et de services. Deux questions se posent à l'entrepreneur : Que produire ? Comment produire à partir du capital et du travail disponibles ?
- **La répartition**, c'est-à-dire la destination de la production et la formation des revenus. Ainsi, comment peut-on répartir le revenu obtenu grâce à la production entre les différents individus ?
- **La dépense**, c'est-à-dire l'acquisition des biens et des services. Tout individu se pose deux questions importantes : Que faire des revenus distribués ? Et quels types de biens acheter ?

	PRODUCTION	REPARTITION	CONSOMMATION
Contraintes et rareté	Les facteurs de production (travail et capital) et la technologie	Le revenu primaire issu de la production	Le revenu disponible (après redistribution)
Choix fondamentaux	La combinaison des facteurs de production	Le partage entre profit et salaires	Le choix entre les biens consommés et la répartition entre consommation et épargne

3.2. Les frontières des possibilités de production

La frontière de possibilités de production (FPP) représente l'ensemble des combinaisons maximales de biens ou services qu'une économie peut produire avec les ressources disponibles et une technologie donnée, en supposant une utilisation efficace de ces ressources.

Hypothèses :

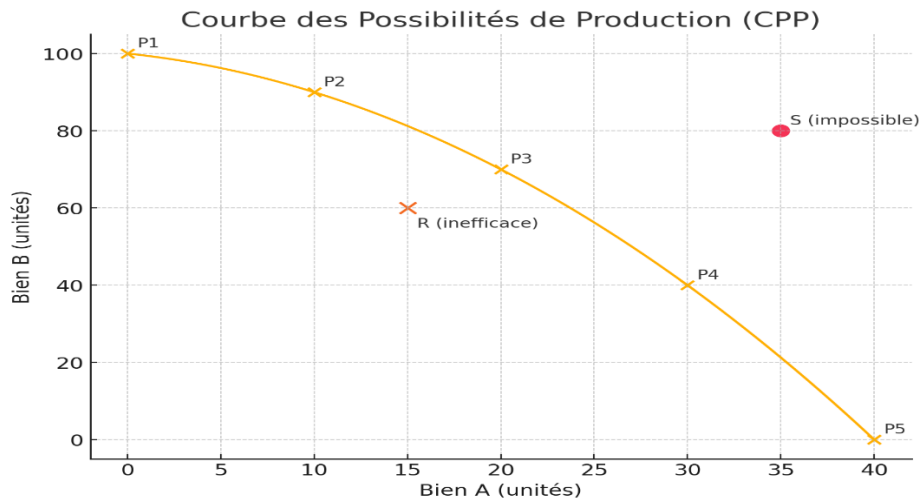
- Les ressources du système économique (terre, usines, main-d'œuvre, ...) sont données ;
- Deux biens possibles à produire : du BIEN (A) et BIEN (B) ;

- Si on utilise toutes les ressources à produire :
 - BIEN (A) : maximum 40 unités (P5) ;
 - BIEN (B) : maximum 100 (P1).

Bien entendu, toute une série de combinaisons sont possibles, par exemple :

Frontières des possibilités de production		
Situations	BIEN (A)	BIEN (B)
P1	0	100
P2	10	90
P3	20	70
P4	30	40
P5	40	0

Figure 2: Illustration de la courbe des possibilités de production



La FPP représente donc les choix possibles pour une économie. Elle symbolise également l'**efficacité** ; cela signifie qu'une économie située sur sa FPP (au point P1 ou P2 ...) produit efficacement, sans gaspillage des ressources ; elle ne peut produire davantage d'unité d'un bien sans sacrifier la production d'autres biens. Par contre, lorsque l'économie produit en un point situé en deçà de la FPP (au point R), certaines ressources sont inemployées : il y a du chômage, des terres en friche, des machines inutilisées, ... Dans ce cas, il est possible d'accroître simultanément la production de tous les biens.

La FPP symbolise la **rareté**, puisqu'elle détermine la limite absolue des biens et services qu'une économie dotée de ressources déterminées peut produire.

Section 4 : Les implications de la rareté

Le point de départ de toutes les questions que se posent les économistes est la notion de **rareté des ressources**. La rareté concerne les ressources disponibles pour produire les biens et services qui permettront de satisfaire les besoins et aspirations des individus, qu'il s'agisse des ressources naturelles, des biens de production ou de la quantité de travail dont dispose une société à un moment donné. Face à la rareté, les individus et sociétés sont contraints de faire des choix et donc de réaliser des arbitrages.

4.1. Les arbitrages

Les agents économiques effectuent des **choix** afin de maximiser leur satisfaction en fonction de leurs moyens. L'économie est l'analyse de ces choix. Ces choix sont des **arbitrages économiques** entre différentes possibilités. Les agents économiques sont considérés comme **rationnels**. C'est la rationalité qui guide leurs arbitrages. Exemples d'arbitrage : Les ménages effectuent des arbitrages entre la consommation et l'épargne. Ils décident la part de leur revenu qui doit être consommée et la part qui doit être épargnée pour maximiser leur satisfaction. Les entreprises effectuent des arbitrages de production. Elles doivent déterminer le niveau de la production qui leur permettra d'obtenir le profit maximum avec les coûts de productions les plus faibles. L'arbitrage, c'est la décision rationnelle de répartir des ressources limitées entre différents usages possibles, en fonction des coûts et bénéfices attendus.

L'analyse **coûts-bénéfices** est un outil de base pour toute procédure d'arbitrage. Comme son nom l'indique, elle consiste à comparer les coûts et les bénéfices associés à chacune des options possibles de l'arbitrage. Elle suppose que l'individu réalisant l'arbitrage est rationnel et qu'il est capable de donner une valeur monétaire (hypothèse de commensurabilité) à ces coûts et à ces bénéfices.

4.2. Le coût d'opportunité

Le coût d'opportunité mesure les bénéfices ou avantages auxquels on renonce en affectant les ressources dont on dispose à un usage plutôt qu'à un autre. Il correspond à ce à quoi on doit renoncer quand on effectue un choix. C'est donc le coût du renoncement à B, C, D, etc. si l'on opte pour A. Le coût d'opportunité peut se mesurer au niveau monétaire (quand on compare le prix de deux biens), mais aussi au niveau temporel (pratiquer une activité sportive implique de renoncer à une autre) et il tient compte des avantages/coûts lors d'un choix (ex. : cinéma ou réviser ses Maths).

Exemple réel – choix d'un moyen de transport

Un étudiant doit se rendre d'Alger à Oran (environ 400 km).

Il hésite entre :

Train : 2 000 DA, durée 5h.

Avion : 7 000 DA, durée 1h30.

Il choisit le train pour économiser de l'argent.

➤ **Coût d'opportunité** : le temps supplémentaire perdu ($5h - 1h30 = 3h30$) qu'il aurait pu utiliser pour étudier, travailler ou se reposer.

Inversement, s'il choisit l'avion,

➤ **Coût d'opportunité** : les 5 000 DA de plus dépensés, qui auraient pu servir à d'autres besoins (acheter des livres, payer une facture, etc.).

Le coût d'opportunité, c'est ce que tu sacrifies quand tu choisis une option plutôt qu'une autre. Dans le cas du transport, il peut s'agir d'un temps gagné/perdu ou d'un argent économisé/dépensé.

Questions de révision

- [1]- Qu'est-ce qu'un besoin ? Pourquoi est-il qualifié d'illimité ?
- [2]- Pourquoi insiste-t-on sur le caractère relatif des besoins ?
- [3]- Expliquez la différence entre besoins primaires et secondaires.
- [4]- Pourquoi dit-on que les biens sont limités ?
- [5]- Distinguez entre les biens libres et biens économiques.
- [6]- Expliquez comment sont classés les biens économiques selon la destination (usage).
- [7]- Qu'est-ce que la rareté en économie ?
- [8]- Donnez un exemple illustrant le coût d'opportunité.
- [9]- Pourquoi la rareté impose-t-elle des choix économiques ?
- [10]- Expliquez la notion d'efficacité économique.
- [11]- Comment une société répond-elle aux questions de Samuelson ?
- [12]- Donnez un exemple réel d'allocation optimale des ressources.

CHAPITRE 3 : Les systèmes économiques

PLAN :

Section 1 : La notion et fondements du système économiques

Section 2 : Les modèles économiques dominants

Section 3 : Les mutations contemporaines des systèmes économiques

OBJECTIFS :

L'étudiant doit être capable de :

- Comprendre les principes fondamentaux structurant tout système économique.
- Identifier et distinguer les différents types de systèmes économiques
- Analyser les avantages et limites de chaque système économique
- Expliquer les transformations récentes des systèmes économiques

Mots clés :

Système économique – Capitalisme – Socialisme – Propriété privée – marché – libéralisme – Etat Gendarme - Propriété collective – Classe sociale - Planification - Etat – Equité – Efficacité – Economie mixte – Etat providence - Régulation – Transition.

Introduction

Dans toute organisation économique, les individus coordonnent leurs activités afin de produire, d'échanger, de consommer, d'épargner et de répartir les richesses créées au sein de la société. Ces processus, inhérents à toute vie économique, s'inscrivent dans des cadres institutionnels et idéologiques distincts, reflétant des conceptions divergentes du rôle de l'État, du marché et de la propriété.

Après la Seconde Guerre mondiale, le monde a été marqué par l'émergence et la consolidation de deux grands modèles économiques antagoniques : **le capitalisme** et **le socialisme**. Ces deux systèmes constituent non seulement des modes d'organisation économique, mais également des visions globales de la société, fondées sur des valeurs, des principes et des objectifs souvent contradictoires.

Ce chapitre s'est attaché à analyser ces deux modèles à travers leurs fondements théoriques, leurs mécanismes de fonctionnement et leurs implications socio-économiques.

Section 1 : La notion et les fondements du système économique

1.1. Définition d'un système économique

Un système économique peut être défini comme l'ensemble cohérent d'institutions, de règles et de mécanismes qui organisent la production, la répartition et la consommation des biens et services au sein d'une société. Il constitue le cadre dans lequel les agents économiques prennent leurs décisions et interagissent pour satisfaire les besoins individuels et collectifs.

Chaque société adopte un système économique selon son histoire, ses valeurs, ses structures sociales et son niveau de développement. Ce système détermine notamment :

- **Qui produit ?** (Les acteurs de la production)
- **Comment produire ?** (Les techniques et ressources mobilisées)
- **Pour qui produire ?** (La répartition des biens et des revenus)

1.2. Les objectifs d'un système économique

Tout système économique vise à concrétiser un ensemble d'objectifs économiques, sociaux et même politiques. Cela consiste à :

- Assurer la satisfaction des besoins humains, matériels et immatériels, dans un contexte de rareté des ressources.

- Optimiser l'allocation des ressources disponibles afin de favoriser l'efficacité et la productivité.
- Garantir une répartition équitable des richesses, selon des principes économiques et sociaux.
- Promouvoir la stabilité et le développement économique durable, en conciliant croissance, emploi et justice sociale.

Section 2 : Les modèles économiques dominants

L'organisation économique des sociétés s'est historiquement structurée autour de deux grands modèles opposés : le **capitalisme** et le **socialisme**. Ces systèmes incarnent deux conceptions distinctes du rôle de l'État, de la propriété et du marché dans la régulation des activités économiques et la répartition des richesses.

2.1. Le système capitaliste

Le capitalisme se définit comme un système économique et social basé sur la propriété privée des moyens de production et d'échange. Il se caractérise par la libre concurrence et le goût du risque. Le profit est le seul baromètre de l'entreprise.

A. Les fondements du système capitaliste : Le système capitaliste repose sur un certain nombre de fondements essentiels :

- **La propriété privée des moyens de production :** constitue le pilier central du capitalisme. Les individus ou les entreprises détiennent librement les moyens de production (terres, usines, capitaux, technologies) et disposent du droit d'en tirer un revenu. Cette propriété favorise l'initiative, la responsabilité et l'investissement, car chaque acteur économique cherche à valoriser son patrimoine et à maximiser ses gains.
- **La liberté économique :** se traduit par la possibilité pour les agents d'exercer librement une activité, de produire, d'échanger, d'investir ou de consommer selon leurs propres intérêts. Cette liberté garantit le dynamisme du système et repose sur la croyance que la poursuite des intérêts individuels conduit, par un mécanisme d'autorégulation du marché, à l'intérêt général — un principe formulé par **Adam Smith** à travers la célèbre métaphore de la « main invisible ».
- **La concurrence :** est un élément moteur du capitalisme. Elle incite les entreprises à innover, à améliorer la qualité des produits et à réduire les coûts pour attirer les consommateurs. Ce mécanisme stimule la productivité et l'efficacité économique, tout en limitant les positions dominantes.

- **La recherche du profit :** représente la finalité essentielle de l'activité économique dans un système capitaliste. Il est à la fois la récompense du risque pris par l'entrepreneur et le signal économique qui oriente la production vers les activités les plus rentables. En recherchant le profit, les entreprises contribuent au dynamisme de l'économie, à la création d'emplois et à l'accumulation du capital.
- **Le marché :** est l'institution clé du capitalisme. Il est le lieu où se rencontrent l'offre et la demande pour fixer les prix des biens, des services et des facteurs de production. Il assure la coordination des décisions économiques individuelles et oriente les ressources vers leurs usages les plus efficaces. Le marché est perçu comme un mécanisme d'autorégulation, bien que des défaillances (monopoles, externalités, inégalités) puissent justifier l'intervention de l'État.

B. Les limites du système capitaliste :

Malgré son efficacité en matière de production et d'innovation, le système capitaliste présente un certain nombre de limites structurelles et sociales qui en révèlent les déséquilibres internes.

- **Les inégalités économiques et sociales :** Le capitalisme engendre une répartition inégale des richesses. La concentration du capital entre les mains d'une minorité conduit à une polarisation sociale croissante entre détenteurs de moyens de production et travailleurs. Ces inégalités persistent, voire s'amplifient, sous l'effet de la logique de profit et de la concurrence mondiale.
- **Les crises économiques récurrentes :** Le système capitaliste est sujet à des cycles d'expansion et de récession. La surproduction, la spéculation financière ou la baisse de la demande peuvent provoquer des crises économiques majeures (comme la crise de 1929 ou de 2008), entraînant chômage, faillites et instabilité sociale.
- **La recherche du profit au détriment de l'intérêt collectif :** La logique de rentabilité pousse parfois les entreprises à négliger les considérations sociales, environnementales ou éthiques. La délocalisation, l'exploitation du travail et la dégradation de l'environnement en sont des manifestations courantes.
- **Les déséquilibres du marché :** Le marché, censé s'autoréguler, connaît souvent des défaillances (monopoles, ententes, asymétries d'information, externalités négatives comme la pollution, inégalités territoriales). Ces imperfections justifient l'intervention de l'État pour rétablir l'équilibre et protéger l'intérêt général.
- **L'instabilité financière et la spéculation :** La financiarisation excessive de l'économie moderne a renforcé la volatilité des marchés et favorisé une économie spéculative

déconnectée de la production réelle. Cette instabilité fragilise les systèmes économiques et peut provoquer des crises globales.

2.2. Le système socialiste

La pensée socialiste est antérieure au 19^{ème} siècle, mais c'est le siècle qui a été le plus marqué par l'éclosion de multiples projets socialistes et par le développement du mouvement ouvrier qui se rattache à des courants de pensée. Il faut attendre la première guerre mondiale pour voir l'apparition et la réalisation des théories socialistes, en Russie d'abord, ensuite dans le reste du monde après la deuxième guerre mondiale.

Le socialisme se présente comme une réaction contre le capitalisme accusé d'exploiter les travailleurs la propriété privée des moyens de production est remplacée par la propriété collective : la propriété de l'Etat est le bien commun de tout le peuple.

Le socialisme vise à instaurer une société plus juste, en plaçant les moyens de production sous le contrôle de la collectivité et en subordonnant la logique économique aux besoins sociaux.

A. Les fondements du système capitaliste : Le système capitaliste repose sur un certain nombre de fondements essentiels :

- **La propriété collective des moyens de production :** Contrairement au capitalisme, le socialisme repose sur la propriété collective ou publique des principaux moyens de production (terres, usines, banques, ressources naturelles). Cette propriété peut être étatique, coopérative ou communautaire. Elle permet d'éviter la concentration du capital et vise à garantir une utilisation des ressources orientée vers l'intérêt général plutôt que vers le profit privé.
- **La planification économique :** La planification est un élément central du système socialiste. Elle remplace le marché comme mécanisme de coordination des décisions économiques. L'État ou une autorité centrale fixe les objectifs de production, les prix, les salaires et la répartition des ressources selon les priorités nationales. Cette organisation vise à assurer la stabilité, l'équilibre entre les secteurs et la satisfaction des besoins collectifs.
- **L'égalité sociale et la justice distributive :** Le socialisme cherche à réduire les inégalités en matière de revenus, d'accès à l'emploi, à l'éducation, à la santé et à la culture. Par la redistribution et la solidarité, il entend garantir à chaque citoyen un

niveau de vie décent et les mêmes opportunités sociales. L'objectif est de substituer la logique de la coopération à celle de la compétition.

- **Le rôle central de l'État :** Dans le système socialiste, l'État joue un rôle moteur dans l'économie. Il oriente la production, contrôle la distribution et régule les échanges. Son intervention vise à atteindre les objectifs de développement, à garantir l'emploi et à assurer la cohésion sociale. Cette centralisation du pouvoir économique s'appuie sur une conception politique souvent unitaire et planificatrice.

B. Les limites du système socialiste :

Malgré ses idéaux d'égalité et de justice, le socialisme présente plusieurs limites majeures :

- **La rigidité de la planification :** la centralisation excessive des décisions entraîne une faible réactivité face aux besoins réels, un manque d'innovation et une inefficacité dans la gestion des ressources.
- **La faible incitation individuelle :** l'absence de motivation liée au profit ou à la propriété personnelle peut réduire la productivité et freiner l'esprit d'initiative.
- **Les dérives bureaucratiques :** la gestion étatique de l'économie conduit souvent à la lourdeur administrative, au gaspillage et parfois à la corruption.
- **Le manque de liberté économique et politique :** la planification et le contrôle central limitent la liberté d'entreprendre, d'échanger et d'exprimer des choix autonomes.

Tableau 2: Synthèse de la différence entre le système capitaliste et le système socialiste

Les éléments distinctifs	Système capitaliste	Système socialiste
Fondements	<ul style="list-style-type: none"> – Propriété privée des moyens de production. – Accumulation du capital et recherche de plus-value ou profit. – Régulation de l'économie par le marché. 	<ul style="list-style-type: none"> – Propriété collective des moyens de production (tout appartient à l'État). – Planification de l'économie. – Économie contrôlée par l'État.
Développement historique	<p>A partir du XIXe siècle et des révolutions industrielles.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Aujourd'hui : système politique et économique dominant. 	<p>À partir du XXe siècle.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Système politique qui s'est écroulé avant le XXIe siècle. <p>Aujourd'hui, peu de pays ont encore des économies socialistes.</p>
Fonctions économiques		

Niveau de production	<p>PRODUCTION En fonction de la demande et des coûts des facteurs de production.</p>	<p>PRODUCTION En fonction de la quantité de production et de l'allocation des facteurs de production décidés par la planification.</p>
Répartition des richesses créées par l'activité économique	<p>RÉPARTITION Le profit des entreprises est fonction des opportunités du marché et les salaires sont fonction de la loi de l'offre et la demande.</p>	<p>RÉPARTITION Les salaires sont déterminés par le plan.</p>
Modalités des choix et des possibilités de consommation	<p>CONSOMMATION Le prix est fixé par la « loi de l'offre et la demande » : plus un bien est rare, plus il est cher donc peu consommé ; plus un bien est abondant, plus il sera consommé.</p>	<p>CONSOMMATION Elle est fonction des quantités produites et des biens disponibles décidés par le Gosplan.</p>

Section 3 : Les mutations contemporaines des systèmes économiques

Le capitalisme est, dans les faits, le système économique dominant, même si, paradoxalement, l'intervention de l'État dépasse les fonctions régaliennes en menant des politiques économiques et sociales qui finalement régulent l'économie, comme nous le constatons en France, en Allemagne, au Japon et même aux États-Unis qui sont pourtant de fervents défenseurs du libéralisme.

3.1. L'économie mixte : caractéristiques et rôle dans les économies modernes

Les deux systèmes précédents ne sont pas totalement incompatibles. Ils partagent une finalité commune : assurer la satisfaction des besoins collectifs et le développement économique.

De plus, les économies capitalistes ont souvent intégré des mécanismes de redistribution (protection sociale, services publics, régulation du marché), tandis que les économies socialistes ont progressivement introduit des éléments de marché pour améliorer leur efficacité. Ainsi, la distinction entre les deux modèles tend à s'estomper au profit de configurations mixtes et adaptatives.

Le système mixte combine des éléments du capitalisme et du socialisme. Il repose sur la coexistence du secteur privé et du secteur public, ainsi que sur un partage des fonctions économiques entre le marché et l'État.

Ses principales caractéristiques sont :

- La liberté d'entreprise et la propriété privée sont reconnues, mais encadrées par des politiques publiques.

- L'État intervient pour réguler le marché, corriger les inégalités et orienter la croissance.
- La planification souple (ou indicative) complète les mécanismes du marché, notamment dans les secteurs stratégiques (énergie, santé, éducation).

Le système mixte vise donc à réconcilier efficacité économique et justice sociale, en tirant parti des avantages des deux logiques : la productivité du marché et la régulation de l'État. Il constitue aujourd'hui le modèle de référence de la plupart des économies contemporaines, qu'elles soient développées ou émergentes.

3.2. Mutations contemporaines : mondialisation, innovations technologiques, durabilité et hybridation des modèles

Les transformations récentes de l'économie mondiale ont profondément modifié les frontières traditionnelles entre les systèmes économiques.

- **La mondialisation** a accru les interdépendances économiques, favorisant la diffusion des logiques de marché à l'échelle planétaire, tout en soulevant des défis liés à la souveraineté, à la régulation et aux inégalités.
- **Les innovations technologiques** (numérique, intelligence artificielle, automatisation) ont bouleversé les modes de production, de consommation et d'emploi, rendant nécessaire une adaptation constante des politiques économiques.
- **Les enjeux de durabilité** et de transition écologique ont conduit à repenser les priorités économiques : la croissance n'est plus envisagée uniquement sous l'angle du profit, mais aussi sous celui du respect de l'environnement et du bien-être collectif.

Ces mutations favorisent l'émergence de **modèles hybrides**, mêlant capitalisme régulé, économie sociale, et nouvelles formes de gouvernance participative. Ainsi, le système mixte et les mutations contemporaines tendent à promouvoir une économie plus résiliente, équitable et durable, adaptée aux défis du XXI^e siècle.

Questions de révision

- [1]- Qu'est-ce qu'un système économique et quels sont ses principaux objectifs ?
- [2]- Quels sont les trois grands types de systèmes économiques identifiés dans le cours ?
- [3]- Sur quels principes fondamentaux repose le système capitaliste ?
- [4]- Quels sont les différents modèles du système capitaliste ? Expliquez.
- [5]- En quoi le système socialiste se distingue-t-il du système socialiste ?
- [6]- Quels sont les différents modèles du système socialiste ? Expliquez.
- [7]- Comment expliquez-vous le déclin du système socialiste ? Argumentez.
- [8]- Que désigne-t-on par le terme propriété des moyens de production, et pourquoi est-il central dans la comparaison des systèmes économiques ?
- [9]- Qu'est-ce que le système mixte, et comment combine-t-il les logiques du marché et de la planification ?
- [10]- Quels sont les forces et les limites du capitalisme contemporain ?
- [11]- Comment la mondialisation a-t-elle transformé les systèmes économiques ?

CHAPITRE 4 :

Présentation de l'activité économique

PLAN :

- Section 1 :** Les agents économiques
- Section 2 :** Les opérations économiques
- Section 3 :** Le marché et les échanges
- Section 4 :** Le circuit économique

OBJECTIFS :

L'étudiant doit être capable de :

- Comprendre l'organisation de l'activité économique
- Présenter les différents acteurs de l'activité économique
- Expliquer les différentes opérations économiques
- Décrire les marchés et les différentes situations
- Comprendre les interrelations entre les agents économiques

Mots clés :

Agent économique – Flux physique – Flux monétaire – Opération économique – Equilibre – Ressources - Emplois - Marche – Echange – Transactions - CCP – Monopole – Oligopole – Circuit économique.

Introduction

L'activité économique occupe une place centrale dans la vie des sociétés. Elle regroupe l'ensemble des actions menées par les individus, les entreprises et les institutions pour produire, échanger, distribuer et consommer des biens et services destinés à satisfaire les besoins humains. Comprendre comment cette activité est organisée et comment elle fonctionne constitue donc la première étape pour appréhender les mécanismes de l'économie.

Ce chapitre a comme objectif principal de présenter les différentes composantes de l'activité économique. Entre autres, il s'agit de présenter les acteurs de l'activité économique, décrire les grandes opérations économiques, définir les principaux marchés, et enfin, expliquer les interrelations entre les acteurs économiques.

Section 1 : Les agents économiques

Pour comprendre comment s'organise l'activité économique, il est nécessaire de bien définir, quels sont les principaux acteurs qui interviennent dans la vie économique, et il faut par là même préciser leur rôle (fonction) dans l'activité économique.

Par définition, Un agent économique est un acteur qui joue un rôle spécifique dans l'activité économique. C'est une personne physique ou morale prenant des décisions d'ordre économique.

Chaque agent appartient à une catégorie identifiable par sa fonction économique principale. On distingue :

1.1. Les entreprises

Sont des entités organisées pour produire des biens et des services marchands afin d'en dégager un profit. Ainsi une production marchande est échangée sur un marché à un prix au moins égal à son coût de production.

- **Fonction principale** : produire un bien ou un service marchand non financier
- **Principale ressource** : le produit des ventes de biens ou services
- **Principale dépense** : paiement des salaires, achat de biens et services intermédiaires, versement d'impôt, paiement d'intérêts, ...

1.2. Les ménages

Sont constitués des personnes physiques dont la fonction principale est de consommer des biens et des services grâce à des revenus obtenus essentiellement par le travail.

- **Fonction principale** : consommer les biens et services produits par les autres agents économiques
- **Principale ressource** : salaires, allocations
- **Principale dépense** : achat de biens et services finis

1.3. Les administrations publiques

Ont pour fonction principale de produire des services non marchands. Ainsi la production de services non marchands consiste à fournir des services gratuitement ou à un prix non lié au coût de production. Elles correspondent à trois organisations : l'Etat (les ministères), les collectivités territoriales (communes, wilayas) et la Sécurité sociale.

- **Fonction principale** : produire des services non marchands collectifs et procéder à des opérations de redistribution du revenu entre agents économiques
- **Principale ressource** : les ressources liées à la perception de l'impôt ou de cotisations sociales
- **Principale dépense** : financement de l'éducation Nationale, de l'armée, de la justice, de la police...

1.4. Les institutions financières

Assurent la fonction monétaire et financière en émettant de la monnaie et en produisant des services bancaires (ex : prêts d'argent, gestion des comptes, collecte de l'épargne). La fonction économique des institutions financières est financée principalement par les intérêts perçus sur les prêts consentis.

- **Fonction principale** : collecter l'épargne disponible pour la redistribuer sous forme de prêts aux agents ayant des besoins de financement
- **Principale ressource** : l'épargne collectée auprès des ménages, les intérêts perçus sur emprunt
- **Principale dépense** : paiement des salaires

1.5. L'extérieur

Tous les agents qui ne résident pas sur le territoire national sont regroupés dans le « reste du monde ». Le reste du monde permet aux agents économiques de se procurer les biens qu'ils ne trouvent pas sur le territoire national grâce aux échanges commerciaux avec l'extérieur.

- **Fonction principale** : échanger avec des agents économiques nationaux
- **Principale ressource** : le produit des exportations de biens et services
- **Principale dépense** : l'importation de biens et services nationaux

Tableau 3: Les agents économiques et leurs caractéristiques principales

Agent économique	Fonction principale	Principale ressource	Principale dépense	Exemple
Les ménages	Consommer des biens et services ; offrir du travail	Revenus du travail (salaires) et du capital	Dépenses de consommation	Famille, salarié, étudiant
Les entreprises	Produire des biens et services marchands	Recettes des ventes	Coûts de production (salaires, matières, énergie)	Sonatrach, Cevital, entreprise artisanale
Les administrations publiques (État)	Produire des services non marchands et redistribuer les revenus	Impôts et taxes	Dépenses publiques (salaires, transferts, services)	Ministères, collectivités locales, hôpitaux publics
Les institutions financières (IF)	Financer l'activité économique, collecter l'épargne	Ressources collectées (dépôts, épargne)	Intérêts versés, charges de fonctionnement	Banque d'Algérie, CPA, BDL, CNEP-Banque
Le reste du monde (RDM)	Échanger avec les agents nationaux (exportations/importations)	Recettes d'exportations	Dépenses d'importations	Entreprises étrangères, partenaires commerciaux

Section 2 : Les opérations économiques

Les opérations économiques représentent l'ensemble des transactions réalisées entre les agents économiques au sein d'une économie. Elles traduisent les relations qui se nouent entre producteurs, consommateurs, administrations et institutions financières à travers la production, la répartition et la circulation des richesses. On distingue essentiellement trois catégories d'opérations : opérations sur biens et services, opérations de répartition et opérations financières.

2.1. Les opérations sur biens et services

Elles décrivent l'origine (ressources) et l'utilisation (emploi) des biens et services pendant une année. L'origine des ressources provient de la **production** et des **importations**, tandis que les emplois correspondent à la **consommation**, les **investissements** et l'**exportation**.

A. Ressources : correspondent à l'ensemble des biens et services disponibles dans l'économie au cours d'une période donnée. Elles proviennent de :

- **La production (Y) :** « la production est défini comme une activité socialement organisée des unités résidentes, consistant à créer des biens et services habituellement échangés sur le marché et/ou obtenue à partir de facteurs de production s'échangeant sur le marché ». (**Détails chapitre 4**).
- **Les importations (M) :** désignent l'ensemble d'opérations par lesquelles les non-résidents fournissent des biens et des services à des résidents.

B. Emplois : on retrouve la consommation, les investissements et l'exportation.

- **La consommation (C)** : c'est une opération économique consistant dans l'utilisation immédiate des biens ou de services qui seront détruits dans ce processus.
- **L'investissement (I)** : c'est une opération économique consistant à acquérir des moyens de production durables (machines, équipement, ...).
- **L'exportation (X)** : c'est une opération économique qui désigne l'ensemble des ventes de marchandises à l'extérieur d'un pays.

Par conséquent pour chaque agent économique, on aura l'égalité ressources/emplois :

$$Y + M = C + I + X$$

2.2. Les opérations de répartition

Elles concernent la distribution des revenus issus de la production et leur redistribution par l'État et les institutions. Elles se divisent en deux grands types :

- **Répartition primaire** : rémunération directe des facteurs de production (salaires, intérêts, profits, loyers).
- **Répartition secondaire** : redistribution opérée par les administrations publiques (impôts, cotisations sociales, prestations sociales, subventions).

2.3. Les opérations financières

Elles concernent la circulation de la monnaie et la gestion des capacités ou besoins de financement des agents économiques. Elles comprennent :

- Les opérations de financement **direct** (achat d'actions, obligations, prêts entre agents).
- Les opérations de financement **indirect** (intermédiation par les banques et institutions financières).

Ces opérations sont relatives à la création, la collecte et la mise en œuvre des moyens de financement nécessaires à l'économie. Elles constituent la contrepartie de la plupart des opérations sur biens et services et des opérations de répartition.

Tableau 4 : Synthèse des opérations économiques

Type d'opération	Rôle économique	Agents concernés
Biens et services	Création et utilisation des richesses	Entreprises, ménages, État, reste du monde
Répartition	Distribution et redistribution des revenus	Entreprises, ménages, État
Financières	Circulation et transformation de la monnaie	Banques, entreprises, ménages, État, reste du monde

Section 3 : Les marchés

Le marché est le lieu de rencontre réel ou fictif entre l'offre et la demande. Il se caractérise par la manière dont s'opère cette rencontre entre l'offre et la demande, pour aboutir à une quantité échangée et à un prix.

3.1. Les différentes formes de marché

A. Les marchés de concurrence pure et parfaite (CPP)

Est une situation de marché, dénommées par les néo-classiques au XIXème siècle (L. WALRAS), qui se rencontre lorsque les cinq conditions suivantes sont réunies :

- **L'atomicité** de l'offre et de la demande : il existe une multitude d'offreurs et de demandeurs, de telle sorte ne puisse influencer le marché ;
- **La fluidité du marché** : il n'existe pas de restrictions à l'entrée du marché, ainsi la concurrence n'est pas figée ;
- **La transparence du marché** : tous les acteurs du marché bénéficient d'une information parfaite sur les conditions du marché (en particulier les prix) ;
- **L'homogénéité du produit** : les produits échangés sur le marché sont identiques de telle sorte que la concurrence ne peut porter que sur le prix ;
- **La mobilité des facteurs de production** : les facteurs de productions peuvent se déplacer, de manière à ce que chaque entreprise puisse profiter des mêmes conditions de production.

B. La concurrence imparfaite : Elle se rencontre à chaque fois qu'une condition de la concurrence pure et parfaite n'est pas vérifiée. On peut donc dire que la concurrence imparfaite constitue la règle dans la réalité, alors que la concurrence parfaite est l'exception. Ainsi, en Algérie par exemple, la SONELGAZ détient un monopole absolu dans la distribution de l'électricité et de gaz. La concurrence imparfaite s'illustre par une forte concentration économique.

Tableau 5: Les structures de marché selon le nombre d'offreurs et de demandeurs

Demandeurs / Offreurs	Un	Quelques-uns	Multitudes
Un	Monopole bilatéral	Monopsone contrarié	Monopsone
Quelques-uns	Monopole contrarié	Oligopole bilatéral	Oligopsone
Multitudes	Monopole	Oligopole	Concurrence pure et parfaite

3.2. Principaux marchés

Les agents économiques sont reliés entre eux par les transactions qu'ils effectuent sur quatre marchés principaux :

- **Le marché des biens et services** : Ce marché détermine la production nationale (offre), la demande, ainsi que le niveau des prix. *Ex* : marché de l'automobile
- **Le marché des facteurs de production** : Dans ce marché, on voit s'échanger les biens et les moyens de production. Il contient notamment le marché du travail, où l'on détermine notamment le volume d'emplois et le niveau des salaires.
- **Les marchés financiers (marché de capitaux)** : Le marché des capitaux, ou marché du crédit est l'endroit où l'on va acquérir des capitaux pour pouvoir réaliser notre activité. C'est également ici que sont déterminés les taux d'intérêts.
- **Le marché des changes ou marchés des devises** : Le marché des changes, est le lieu d'échange entre les différentes monnaies internationales. C'est ici que l'on y détermine le taux de change.

Section 4 : le circuit économique

Un circuit économique est une représentation schématique des mécanismes fondamentaux du fonctionnement d'une économie. Il décrit l'économie comme un schéma reposant sur un certain nombre de fonctions économiques essentielles (production, consommation, ...) qui sont l'œuvre d'agents économiques spécifiques. Ces différentes fonctions économiques sont reliées entre elles par des flux réels (physiques) et monétaires.

➤ Un *flux* peut être mesuré : En volume c'est-à-dire en quantité : exemple 1 ordinateur
En valeur c'est à dire en unité monétaire : exemple 250 000DA.

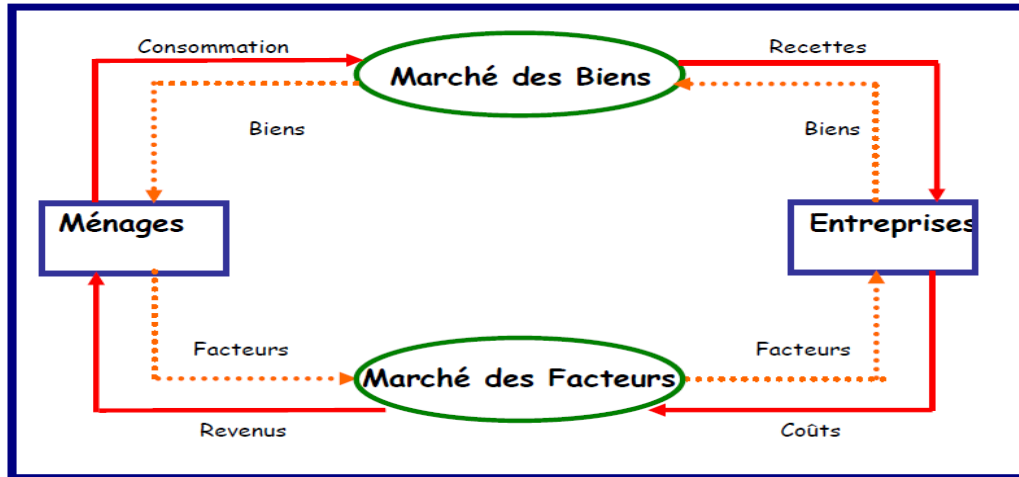
NB : Chaque agent économique est à l'origine de flux entrants et sortants d'un montant équivalent. Par exemple, les ménages perçoivent des revenus qu'ils dépensent ou épargnent en totalité. Le circuit économique dans son ensemble est donc caractérisé par l'égalité suivante : **Emplois = Ressources**.

4.1. Présentation d'un circuit économique simple (deux agents économiques)

Nous supposons que l'économie est composée de deux agents économiques (entreprise et ménage). Supposons également qu'il existe seulement deux marchés, le marché des

biens et le marché des facteurs. Dans ce cas, le schéma de cette économie se présente comme suit :

Figure 3 : Le circuit économique simple (avec deux agents économique)



Dans le schéma ci-haut, les flèches désignent des flux, monétaires (lignes continues) et physiques (lignes pointillées).

Explication :

Dans une économie simplifiée, les ménages possèdent les facteurs de production (travail, capital, terre). Ils offrent aux entreprises les services de ces facteurs en échange d'un revenu (salaires par exemple) ; ce dernier correspond aux coûts de production supportés par les entreprises.

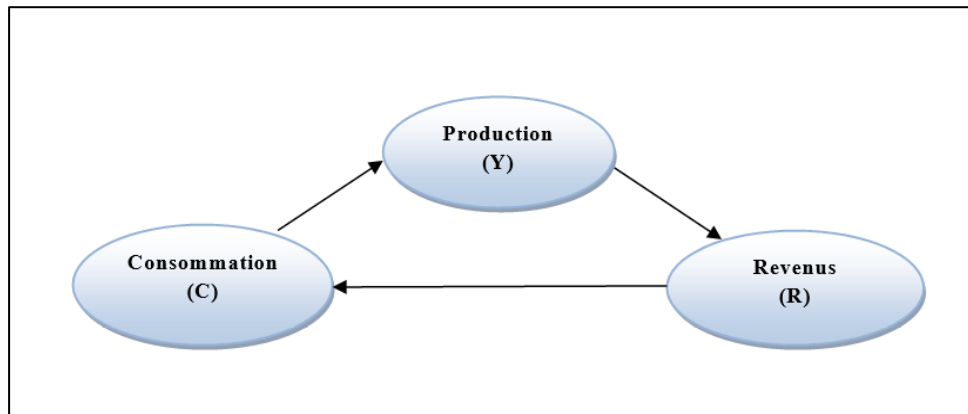
Les entreprises utilisent ensuite ces facteurs de production pour produire des biens et services qu'elles vendent aux ménages sur le marché des biens et services. Les ménages peuvent alors acheter cette production grâce aux revenus reçus des entreprises en contrepartie des services des facteurs de production.

Par conséquent, les dépenses d'un agent économique constituent des revenus pour l'autre agent. Les dépenses de production des entreprises sont des revenus pour les ménages et les dépenses des ménages sont des revenus pour les entreprises ; c'est le phénomène de la **circularité des flux**.

La consommation des ménages dépend de leur revenu, mais leur revenu dépend des recettes des entreprises qui elles-mêmes dépendent de la consommation des ménages.

Alors on peut conclure que :

Figure 4: Circuit économique simple dans une économie stationnaire



La production (Y) de biens et services par les entreprises permet la répartition des revenus (R) à tous ceux qui ont participé à la production. Alors toute production peut être décomposée en revenus, on aura l'égalité suivante :

$$Y = R$$

Si les revenus (R) sont dépensés sous forme d'achat de biens et de services pour la consommation (C), on aura l'égalité suivante :

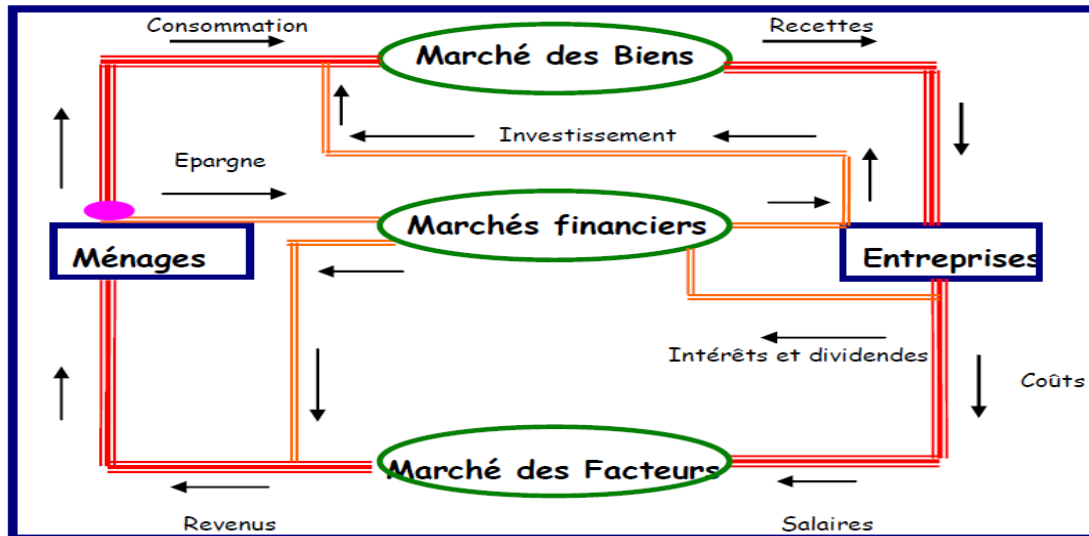
$$Y = R = C$$

4.2. Le circuit économique avec l'épargne et l'investissement

Lorsque les ménages ne dépensent pas la totalité de leur revenu, une partie est épargnée. En présence simultanément de l'**investissement** et de l'**épargne**, le circuit incorpore alors un marché additionnel, appelé marché des **capitaux financiers**. Ce marché a pour fonction de canaliser l'épargne des ménages vers les entreprises, afin de leur permettre de financer leurs projets d'investissement. Cette intermédiation est assurée par les institutions financières (banques, sociétés d'assurance, marché boursier, etc.).

Ainsi, sans épargne, l'investissement ne serait pas possible, car les entreprises ont besoin de fonds pour acquérir des biens de production (machines, bâtiments, technologies...). Ces fonds proviennent essentiellement de l'épargne des ménages. En retour, les ménages reçoivent un revenu financier, sous forme d'intérêts ou des dividendes. Cette épargne peut être également faite par les entreprises sous forme de bénéfices non distribués. Le circuit économique élargi se compose donc désormais de trois marchés :

Figure 5: Circuit économique avec l'épargne et l'investissement



L'épargne et l'investissement dans le circuit :

Dans la réalité économique, la totalité du revenu (R) n'est pas affectée à la consommation puisqu'une partie de ce revenu est épargnée (E), on peut écrire, alors formule suivante :

$$E = R - C \text{ ou } R = C + E$$

La production et la dépense ne portent pas seulement sur les biens de consommation, mais aussi sur des biens de production (machine, équipement, ...) achetés par les entreprises. Tous les produits issus du processus de production ont ainsi deux utilisations, la consommation (C) ou l'investissement (I).

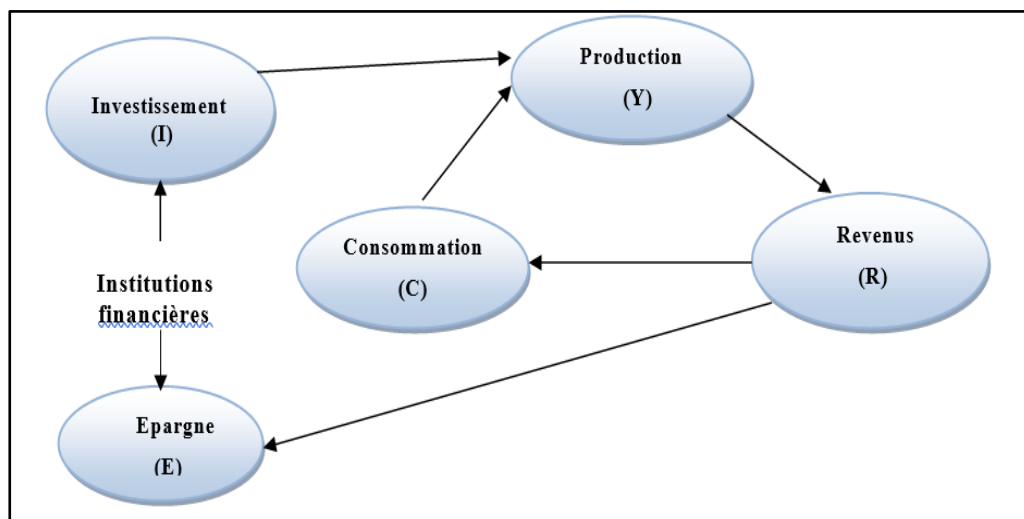
On obtient l'égalité :

$$Y = C + I$$

Dans notre cas l'activité économique est représentée par deux agents économiques, les ménages et les entreprises. Puisque notre raisonnement est dans une économie fermée peut être représentée par l'égalité suivante :

$$\left. \begin{array}{l} Y = R \\ R = C + E \\ Y = C + I \end{array} \right\} C + I = C + E \longrightarrow I = E$$

Figure 6: Le circuit économique dans une économie dynamique



Questions de révision

- [1]-Qu'est-ce qu'un agent économique ? Donnez la définition et un exemple.
- [2]-Quels sont les principaux agents économiques dans une économie moderne ?
- [3]-Quel est le rôle des ménages dans l'économie ?
- [4]-Expliquez la différence entre une opération de production et une opération de consommation.
- [5]-Qu'entend-on par opérations de répartition ? Donnez des exemples.
- [6]-Quel est le rôle du système financier dans l'économie ?
- [7]-Qu'est-ce qu'un marché ? Donnez deux exemples de marché.
- [8]-Quelle est la différence entre l'offre et la demande ?
- [9]-Qu'est-ce que le prix d'équilibre sur un marché ?
- [10]- Expliquez le phénomène de la circularité des flux.
- [11]- Que représente un **flux réel** ? Donnez un exemple.
- [12]- Que représente un **flux monétaire** ? Donnez un exemple.
- [13]- Quelle différence existe-t-il entre circuit économique simple et circuit économique élargi ?

CHAPITRE 5 : Les Fonctions Economiques

PLAN :

Section 1 : La production : point de départ de l'activité économique

Section 2 : La répartition du revenu

Section 3 : Les emplois du Revenu : Consommation, Epargne et Investissement

OBJECTIFS :

L'étudiant doit être capable de :

- Définir les principales fonctions économiques.
- Expliquer le processus de création et de répartition des richesses dans une économie.
- Analyser la manière dont les revenus sont utilisés entre consommation et épargne.
- Montrer le lien entre épargne et investissement et leur rôle dans la croissance économique.

Mots clés :

La production - Les facteurs de production - La valeur ajoutée (Richesse) - La productivité - Gain de productivité - Revenu - Répartition du revenu- Répartition primaire - Redistribution - La consommation - L'épargne - L'investissement.

Introduction

L'activité économique d'une société repose sur un ensemble d'opérations interdépendantes qui assurent la création, la distribution et l'utilisation des richesses.

Ces opérations peuvent être regroupées en cinq fonctions économiques fondamentales : production, répartition, consommation, épargne et investissement.

Chacune de ces fonctions contribue au fonctionnement global de l'économie et à la satisfaction des besoins des individus.

Elles sont exercées par les différents agents économiques (ménages, entreprises, administrations, institutions financières) et s'enchaînent dans un cycle continu : la production crée des revenus, qui permettent la consommation ou l'épargne, laquelle finance à son tour l'investissement et relance la production.

Section 1 : La production : point de départ de l'activité économique

La production est au cœur de l'activité économique. La nature ne nous offre pas tous les biens dont nous avons besoin, l'homme doit donc produire les biens dont il a besoin pour satisfaire ses besoins.

Le problème, c'est de savoir que produire car les besoins sont illimités alors que la production est limitée (problème économique de rareté des ressources).

1.1. La notion de production

La production est « *l'activité économique socialement organisée consistant à créer des biens et des services s'échangeant habituellement sur un marché ou obtenus à partir des facteurs de production (travail et machines notamment) s'échangeant sur un marché* ».

- **Activité socialement organisée** : exclusion des activités domestiques, illégales et informelles. On ne retient ainsi comme productives que les activités auxquelles, d'une certaine façon, s'intéresse la société.

- **Création de biens et service** : Production matérielle et immatérielle.

- **Production vendue sur un marché** : Production marchande et non marchande.

- La production marchande s'échange sur un marché et les revenus qu'elle engendre doivent du moins couvrir les coûts de production.
- La production non-marchande réalisée par les administrations vise à répondre à des besoins satisfaits hors marché (sécurité, enseignement public). Néanmoins certaines activités comme l'enseignement ou la santé peuvent être à la fois des productions marchandes et non –marchandes.

Tableau 6: Production marchande et Production non marchande

	Production marchande	Production non marchande
Les acteurs de la production	Tous les secteurs institutionnels à l'exception des administrations publiques	Administrations publiques
Champ de la production	Biens et services destinés à une consommation individualisée	Services destinés à la collectivité, dits indivisibles
L'évaluation de la production	Au prix du marché, prix rémunérateur pour les producteurs	Egale ou quasi égale aux coûts de production donc gratuits ou quasi gratuits.

1.2. La notion de facteurs de production

A ce stade, nous pouvons donc nous demander de quelle manière les biens et les services sont créés. La création de biens et services se fait grâce à la combinaison de facteurs de production. Ils sont généralement désignés par les termes « *entrées* » ou « *inputs* ».

-Ressources naturelles : eau, terre, sable, ...

-Travail : il désigne la ressource humaine c'est-à-dire les qualifications et le savoir-faire de la main d'œuvre.

-Capital : il est également désigné par la notion de capital technique c'est l'ensemble des moyens de production utilisés pour produire des biens et services. On distingue :

- Consommation intermédiaire (CI): ensemble des éléments qui sont transformés ou détruits par le processus de production. Ex : la farine pour produire du pain.
- Capital fixe : c'est l'ensemble des moyens de production durable qui participent à plusieurs cycles de production (machine et équipement).

1.3. Mesure de la richesse par la valeur ajoutée

La production d'une unité ne mesure pas la « valeur » véritablement dégagée par celle-ci, puisque cette valeur comprend des consommations intermédiaires (matières premières...) nécessaires à l'élaboration des biens et des services. Pour mesurer la contribution exacte d'une unité à la création de richesses, il convient de retenir la différence entre la valeur de la production et le montant des biens et des services (ou consommations intermédiaires) utilisés dans le processus de fabrication : cette différence est appelée « *valeur ajoutée* ».

Ainsi :

$\text{Valeur ajoutée} = \text{valeur de la production} - \text{valeur des consommations intermédiaires.}$
--

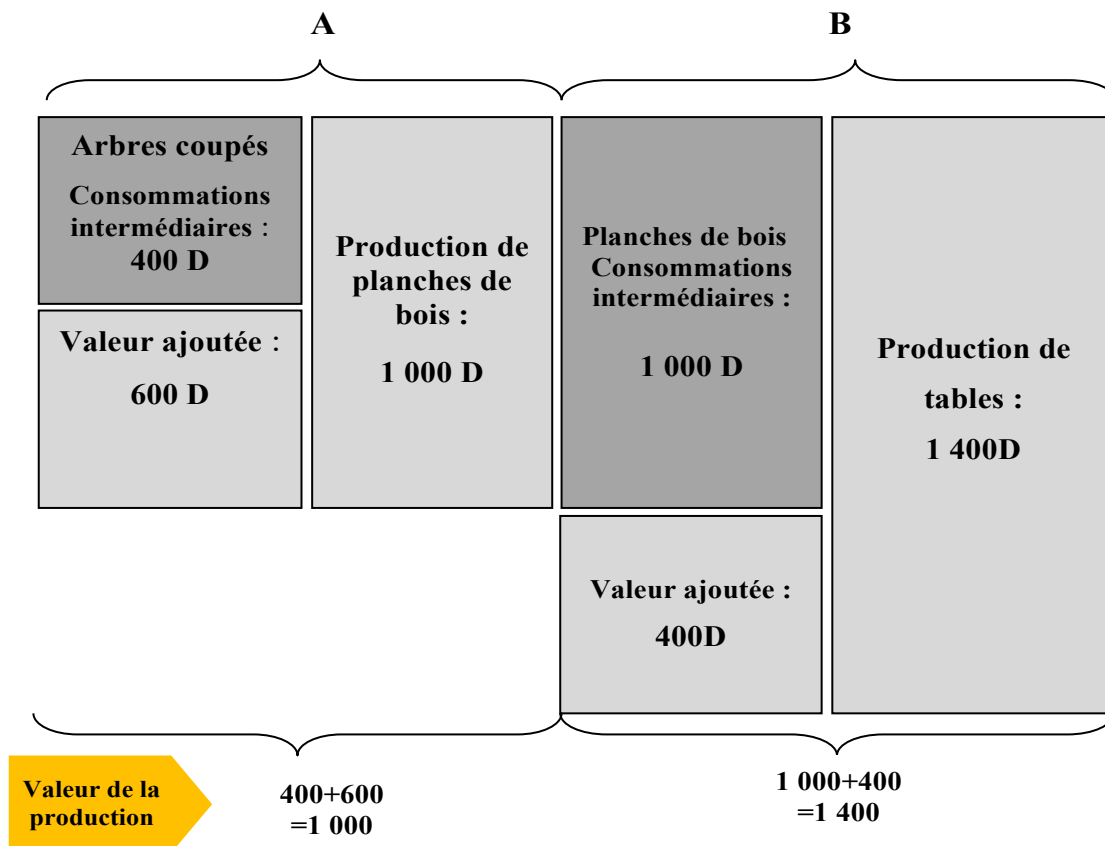
Exemple : VA du boulanger = Valeur du pain - valeur des BS transformés pour produire le pain (farine, électricité consommée par le four, sel, levure, eau).

Prenons le cas de la branche fictive de la menuiserie ; elle est composée de deux entreprises :

— l'entreprise A qui fabrique des planches de bois à partir d'arbres qu'elle coupe elle-même,

— l'entreprise B qui achète la totalité de la production de A et qui fabrique, à partir des planches de bois, des tables.

On peut retracer l'ensemble des opérations entre ces deux firmes à partir d'un exemple chiffré.



Mais additionner la production de A (1 000) et la production de B (1 400) conduit à des doubles emplois ; cela revient en effet à comptabiliser deux fois la production de planches de bois : une fois au titre de la production de l'entreprise A, une autre fois au titre des consommations intermédiaires de l'entreprise B.

La valeur ajoutée présente, au contraire de la production, le mérite d'être agrégable puisqu'elle évite les doubles emplois. En l'occurrence la valeur ajoutée de la branche menuiserie est de : $600 + 400 = 1\ 000$.

▪ **Agrégats de mesure de la richesse**

Les agrégats de la comptabilité nationale sont des grandeurs synthétiques qui mesurent et comparent, dans l'espace et dans le temps, les résultats de l'activité économique d'une nation. La comptabilité nationale algérienne retient de multiples agrégats, dont

deux très significatifs : le produit intérieur brut (PIB) et le revenu disponible brut (RDB).

- Le **PIB** : mesure la valeur totale des biens et services produits à l'intérieur d'un pays pendant une période donnée (généralement une année).

$$\text{PIB} = C + I + G + (X - M)$$

- Le **RDB** : C'est le revenu dont disposent les ménages (ou l'ensemble des agents économiques) **après redistribution**, c'est-à-dire après impôts et transferts sociaux. Il mesure la **capacité réelle de consommation et d'épargne** des ménages.

$$\text{RDB} = \text{RNB} - \text{Impôts directs} + \text{Prestations sociales}$$

1.4. La productivité des facteurs de production

A. Qu'est-ce que la productivité ?

La production de biens et services résulte de la mobilisation de différents facteurs de production. Pour l'entreprise, mesurer **l'efficacité** de ces facteurs est nécessaire afin de déterminer sa combinaison productive. La productivité désigne donc la contribution de chacun des facteurs de production à la production totale. Elle mesure le rapport entre une production et les facteurs mobilisés. Il y a donc deux niveaux de mesure de la productivité : le facteur travail et le facteur capital.

$$\text{Productivité} = \frac{\text{Production}}{\text{Quantité de facteur utilisé}}$$

Elle permet de savoir **combien on produit pour chaque unité de facteur** (heure de travail, machine, hectare, etc.).

B. L'intérêt de la mesure de la productivité

La productivité constitue un indicateur de l'efficacité du travail. La mesure de la productivité permet d'établir de ce point de vue des comparaisons entre les entreprises, les branches et les économies.

Les écarts de productivité entre entreprises concurrentes sont le plus souvent explicatives des écarts de coûts et de prix ainsi que de l'évolution des parts de marché.

Les différences observées entre branches ou entre économies nationales en matière de productivité sont par ailleurs à la base des différences de revenu et de niveau de vie.

C. Déterminants de la productivité

Plusieurs facteurs expliquent les différences ou les évolutions de la productivité :

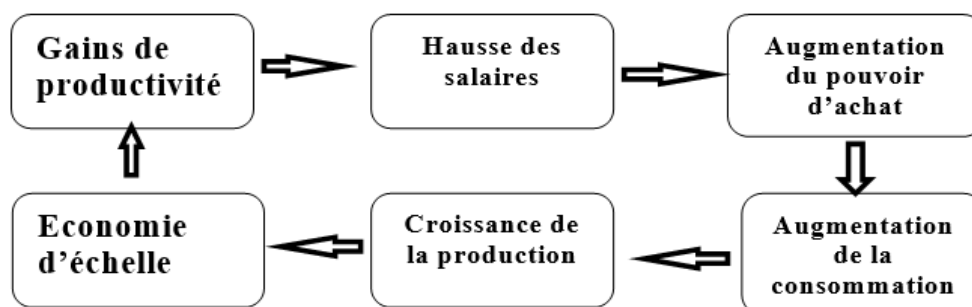
- **Le progrès technique et l'innovation** : Le progrès technique regroupe l'ensemble des innovations qui permettent d'améliorer les procédés de production, la qualité des produits ou l'organisation du travail.
- **La qualification et la formation de la main-d'œuvre** : La productivité du travail dépend fortement du niveau de compétence, d'éducation et d'expérience des travailleurs.
- **L'organisation du travail et le management** : L'efficacité de la production dépend aussi de la manière dont le travail est organisé au sein de l'entreprise comme la répartition claire des tâches et coordination des équipes ; la motivation et implication du personnel et un bon climat social et leadership efficace.
- **La qualité et la modernité du capital** : Le capital physique (machines, outils, infrastructures, bâtiments) influence la productivité du travail.

D. Les gains de productivité

Les gains de productivité représentent l'augmentation de productivité enregistrée dans une entreprise ou une économie au cours d'une période. Les gains de productivité ont des effets économiques très importants puisqu'ils permettent de réaliser, alternativement ou simultanément :

- L'augmentation de la production,
- La réduction des effectifs,
- La diminution du temps de travail,
- L'accroissement des revenus distribués,
- La baisse du prix de vente.

Dans une économie les gains de productivité se situe au cœur de la dynamique de la croissance économique :



Section 2 : La répartition du revenu

La répartition du flux de richesse nouvelle créée décrit comment la valeur ajoutée engendrée par la production est distribuée puis redistribuée entre les unités institutionnelles ; elle permet de décrire les différentes étapes de la formation des revenus. La répartition des revenus s'effectue en deux étapes : la distribution et la redistribution.

1. La répartition primaire (Revenu primaire)

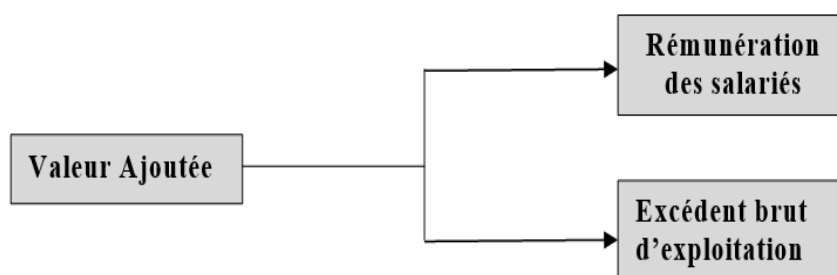
Les revenus primaires sont les revenus versés aux agents économiques en contrepartie de leur contribution à la production.

A. Le partage de la valeur ajoutée

La valeur ajoutée, résultant du processus productif, est d'abord distribuée entre les différents acteurs ayant contribué à sa création. Elle se scinde principalement en deux composantes :

- La rémunération des salariés, qui correspond aux salaires et cotisations sociales versés en contrepartie du travail fourni.
- L'excédent brut d'exploitation (EBE), qui représente la part revenant à l'entreprise après paiement des rémunérations. Cet excédent constitue la ressource permettant de rémunérer les apporteurs de capital (dividendes et intérêt), Amortissement et bénéfices non distribué pour financer l'investissement futur et le revenu d'activité de l'entrepreneur individuel.

Figure 7: Le partage de la valeur ajoutée au sein de l'entreprise



B. Les deux types de revenus

La richesse produite dans les entreprises est donc à l'origine de la formation des revenus primaires des ménages ayant participé à la production par leur activité ou leurs apports en capital. On distingue deux types de revenu :

- **Revenu de l'activité** : les revenus de l'activité sont les revenus du travail salarié ou non salarié. Les revenus du travail salarié sont la rémunération versée au salarié qui

effectue un travail pour le compte d'un employeur conformément à un contrat de travail. Cette rémunération comprend un salaire de base auquel s'ajoute les compléments du salaire. Elle est versée chaque mois et peut se calculer soit en fonction du nombre d'heures de travail, soit du nombre de pièces réalisées, à la mission.

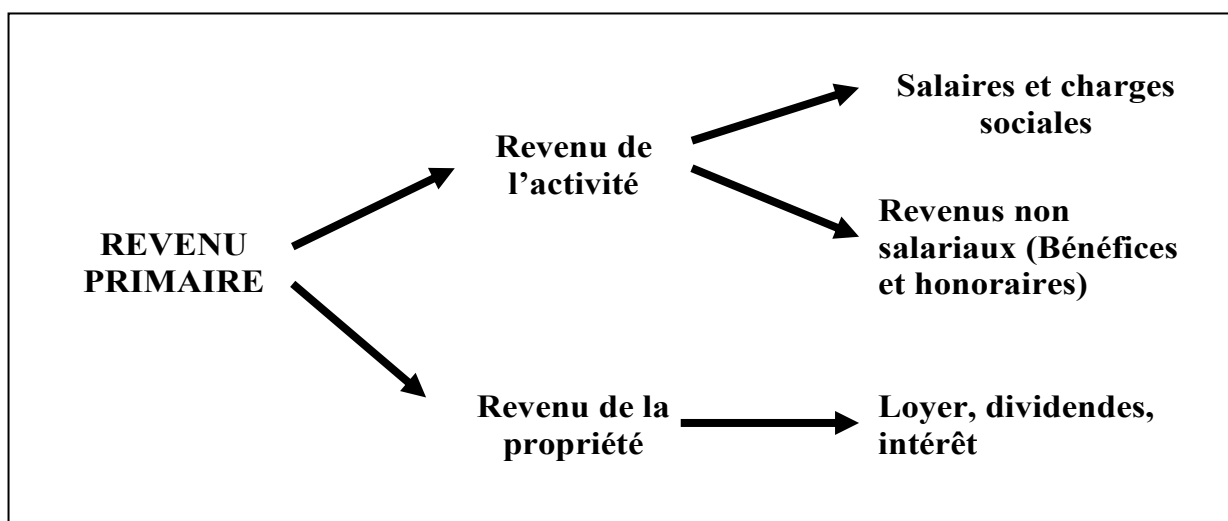
Les revenus d'activité comprennent également les rémunérations des activités économiques non salariées parmi lesquelles on compte les revenus de l'entrepreneur individuel (bénéfices), les honoraires perçus par les professions libérales (architectes, medecins, avocats, expert-comptable...).

- **Revenus de la propriété** : sont des revenus liés à la possession d'un patrimoine, à un capital. On peut distinguer deux grandes catégories de revenus de la propriété, les reveunu immobiliers et les revenus immobiliers.

La rémunération provenant du patrimoine immobilier (appartement, maison, terrain) prend la forme de loyers verés par les locataires.

Les revenus mobiliers correspondent aux revenus provenant de la possession d'un patrimoine financier (actions, obligations,...), un revenu mobilier (dividendes pour les actions, intérêts pour les obligations et des placements dans les banques ou les caisses d'épargne).

Figure 8: De quoi se compose le revenu primaire ?



Un agent économique peut cumuler ces deux types de revenus ; il peut ainsi percevoir sa rémunération en tant que salarié, un loyer parce qu'il loue un appartement, des dividendes et des intérêts sur des placements en valeurs mobilières (actions et obligations). De même, l'entrepreneur individuel ne reçoit pas de rémunération puisqu'il n'est pas salarié ; toutefois, les revenus qu'il perçoit sont à la fois issus de son travail mais aussi des investissements qu'il a réalisés pour exploiter son activité. Ces revenus sont qualifiés de **revenus mixtes** parce qu'ils représentent un mélange de revenus du travail et du capital.

2.2. Revenu issu de la redistribution

En plus des revenus du travail et de la propriété, les ménages perçoivent des **revenus issus de la redistribution**, appelés **revenus de transfert** ou **revenus secondaires** (ex : allocations familiales, assurance-maladie, retraite, indemnité chômage...).

Ces revenus sont accordés sans contrepartie directe et souvent sous condition de ressources. Ils ont pour objectif de protéger les individus face aux risques (chômage, maladie, vieillesse...) qui peuvent affecter leur situation financière en diminuant leurs revenus ou en augmentant leurs dépenses. L'État joue ici un rôle essentiel :

- Il prélève une partie des revenus primaires (salaires, profits...) via les impôts et cotisations sociales ;
- Il redistribue ces ressources sous forme de transferts afin de réduire les inégalités et de soutenir la consommation et la cohésion sociale.

On peut distinguer la redistribution **horizontale**, qui vise à maintenir les ressources des individus frappés par des risques sociaux sans considération du revenu, et la redistribution **verticale**, qui cherche à réduire les inégalités sur l'échelle des revenus.

Revenu primaire des ménages ———→ Redistribution ———→ Revenu disponible

A. Finalités du système de redistribution

La redistribution des revenus par l'État et les organismes sociaux poursuit plusieurs objectifs essentiels :

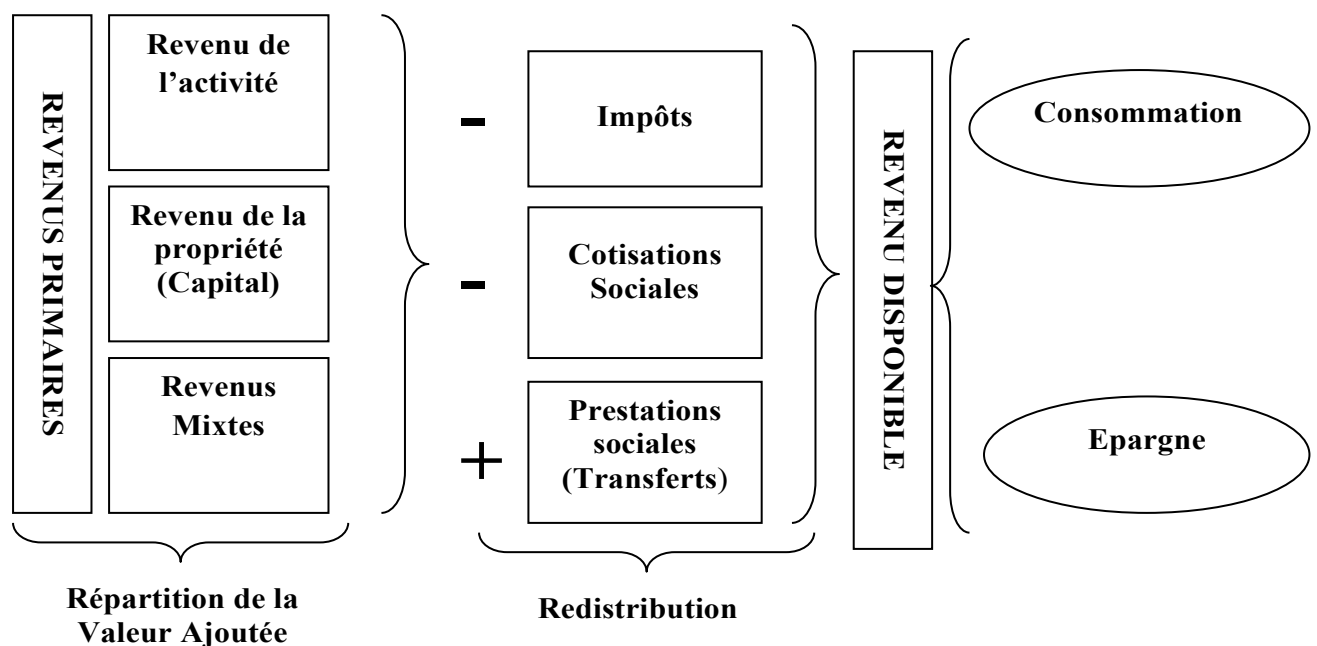
- **Protéger contre les risques** : les risques individuels de maladie, d'accident de travail, de perte d'emploi, ... sont pris en charge collectivement.

- **Corriger les inégalités** : les inégalités de revenu ou de niveau de vie liés liées à la taille de la famille sont réduite par l'impôt sur le revenu progressif et le système de subvention des produits de large consommation (Lait, pain, ...).
- **Distribuer à tous un pouvoir d'achat suffisant** : En redistribuant des revenus vers les ménages à faible revenu, on stimule la consommation et donc l'activité économique (essor de la consommation de masse).

B. Qu'est-ce que le revenu disponible ?

Le revenu disponible se définit comme la part du revenu qui reste à la disposition des ménages, une fois perçues les prestations sociales et après paiement des impôts directs et des cotisations sociales (prélèvements obligatoires).

Figure 9: Des revenus primaires au revenu disponible



Le revenu disponible des ménages est la notion la plus proche du sens courant de terme « Revenu » puisqu'elle désigne les sommes que les ménages sont libres d'affecter à leur consommation ou à leur épargne.

Section 3 : Les emplois du revenu : Consommation, Epargne et Investissement

Une fois le revenu disponible obtenu, les ménages doivent décider comment l'utiliser. Deux grands emplois sont possibles :

3.1. La consommation

La consommation apparaît comme une fonction économique fondamentale. Elle est associée à la destruction de biens consommés à une échéance plus au moins rapprochée. Elle émane généralement des ménages qui consomment des biens et de services pour satisfaire leurs besoins.

A. Définition : « *D'un point de vue économique, la consommation est une opération économique consistant à l'utilisation immédiate ou progressive de biens ou services dans le but de satisfaire un besoin* ».

La consommation, qui se caractérise par la destruction immédiate ou progressive du bien à travers son utilisation, se distingue de l'investissement qui consiste à utiliser d'une façon durable des biens à des fins productives.

Toute consommation ne correspond pas cependant à une destruction immédiate comme c'est le cas pour un produit alimentaire (**consommation non durable**). Certains biens peuvent être utilisés plusieurs fois jusqu'à leur usure, comme la voiture ou les appareils électroménagers (**biens durables**).

B. Formes de la consommation :

On distingue habituellement la consommation finale de la consommation intermédiaire.

- **La consommation finale** est le fait des ménages pour satisfaire leurs besoins. Elle est détruite immédiatement ou progressivement lors de l'acte de consommation.
- **La consommation est intermédiaire** lorsqu'elle existe à un moment du cycle de production, les biens consommés sont détruits ou transformés et entrent dans la composition du produit fabriqué.

Les biens consommés par les ménages sont classés selon des critères de durabilité, de matérialité et d'origine marchande ou non. On classe également les biens de consommation selon leur caractère individuel ou collectif. La consommation est individuelle (biens privée) lorsque l'usage d'un bien par un individu exclut un autre individu du même usage en même temps. La consommation est collective (biens collectifs) lorsqu'un bien ou un service peuvent être consommés par plusieurs personnes en même temps.

C. La structure de la consommation

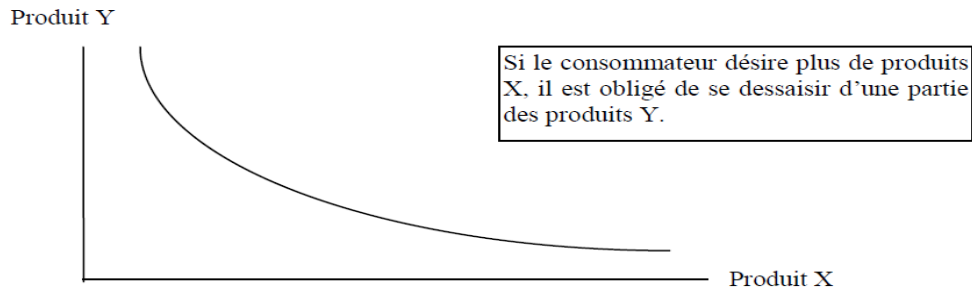
Pour analyser la consommation des ménages, on dispose d'un certain nombre d'instruments ou d'indicateurs. La structure de la consommation désigne la répartition des dépenses de l'ensemble des ménages ou d'une certaine catégorie de ménages en fonction d'un certain nombre de postes. Il s'agit de **postes budgétaires** car le budget du ménage correspond à l'ensemble des dépenses de consommation. La structure de la consommation ainsi que son évolution peuvent s'analyser à l'aide de **coefficient budgétaire** qui représente la part d'une certaine consommation dans le totale de la consommation.

➤ **Lois d'Engel et structure de la consommation** : la loi énoncée par l'économiste Engel au XIXe siècle, selon laquelle le coefficient budgétaire de l'alimentation diminue avec l'augmentation du revenu, reste valable. La faible élasticité de la consommation alimentaire par rapport au revenu était démontrée. D'autres lois, également attribuées à Engel, sont plus difficilement vérifiables aujourd'hui. Mais on peut effectivement distinguer trois types de consommations : celles qui augmentent plus vite que le revenu (logement, santé, transport, loisirs), celles qui augmentent moins vite que le revenu (alimentation, habillement, équipement du logement), et celles qui augmentent au même rythme que le revenu (autres biens et services).

D. Les comportements du consommateur

▪ **Approche microéconomique** : Pour la théorie néoclassique du consommateur, le consommateur est considéré comme un agent **rationnel** qui cherche à **maximiser** sa satisfaction (utilité). Il dispose d'un budget (revenu) limité pour acquérir tous les biens souhaités. Il ne peut donc acheter tout ce qu'il désire et doit opérer des choix entre les biens désirés. Pour effectuer ces choix, le consommateur établit une hiérarchie dans ses préférences. Du point de vue théorique on suppose que toutes ces variables sont données sauf deux : le **prix** et le **revenu**. C'est à dire il s'agit d'examiner comment chaque consommateur se comporte lorsque le prix varie, ou lorsque le revenu varie.

Pour simplifier, le choix du consommateur est limité à deux produits X et Y. Le choix du consommateur va s'effectuer selon le critère de l'utilité $U(X, Y)$. Les économistes néoclassiques retiennent généralement le concept *d'utilité marginale*, qui s'analyse comme *l'utilité apportée par la dernière unité de bien acquise*.

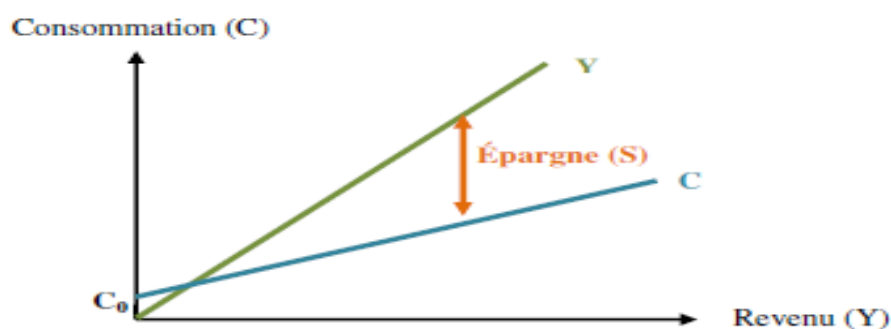


▪ **L'approche macroéconomique** : Si l'analyse néo-classique construisait la fonction de demande d'un bien en privilégiant la relation prix et quantité demandée. Alors, Keynes propose **de relier la consommation globale avec le revenu**.

Le revenu global aurait ainsi deux emplois : la consommation (C) et l'épargne (S), ainsi $R = C + S$. L'épargne apparaît comme *un élément résiduel*, dépendant de la consommation, elle-même dépendant du revenu. Tout revenu est partagé en consommation et en épargne. La relation entre la consommation et le revenu peut s'exprimer par le biais des propensions à consommer. On distingue :

- *La propension moyenne à consommer* (rapport de la consommation totale sur le revenu : C/R) ;
- *La propension marginale à consommer* (rapport de la variation de la consommation sur la variation du revenu : $\Delta C / \Delta R$).

Selon Keynes et comme le montre la courbe ci-dessous, la fonction de consommation est croissante avec le revenu et permet de dégager une épargne (S) positive.



E. Les déterminants non économiques de la consommation

- *Les classes sociales* : les goûts et les préférences des individus sont en grande partie déterminés par leur milieu d'origine, qui véhicule un système de valeurs (éducation).
- *L'âge* : un individu âgé consomme plus de service de santé qu'un adolescent.

- **Le mode de vie** : des socio-styles sont définis, qui prennent en compte des variables sociologiques, psychologiques et démographiques.
- **L'effet d'imitation entre groupes sociaux** : Certains groupes sociaux, qui occupent une position élevée, peuvent avoir une influence sur d'autres, situés en dessous.
- **Action des entreprises par la publicité** : la publicité cherche à créer de nouveaux besoins afin d'assurer l'écoulement de nouvelle production.

3.2. L'épargne

Les ménages ne dépensent pas tous leurs revenus en achetant des biens de consommation. Ils mettent aussi une partie de leurs revenus de côté pour réaliser certains objectifs.

A. Définition : « *l'épargne (financière ou non financière) est une opération économique, peut être définie comme la part du revenu mis en réserve qui reste disponible. Autrement dit, c'est la partie du revenu qui n'est pas consommée* ».

Chaque agent économique épargne, notamment pour financer ses investissements (logement, équipement, ...).

L'épargne permet de financer les investissements, elle joue donc un rôle économique important. La mesure de l'épargne peut se faire au niveau individuel ou au niveau national.

$$S = Y - C$$

Le taux d'épargne est le rapport entre la valeur de l'épargne et celle du revenu disponible multiplié par cent :

$$\text{Taux d'épargne} = S / Y * 100$$

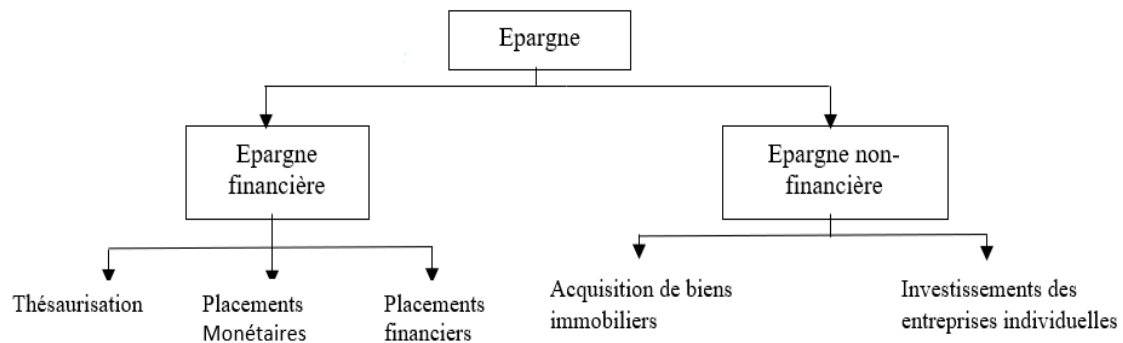
B. Les formes de l'épargne

Les sommes épargnées sont employées de différentes façons qui combinent dans des proportions variables les avantages de la liquidité, de la sécurité et de la rentabilité. On distingue généralement deux formes :

- **L'épargne financière** : épargne liquide ou monétaire (billets, pièces, comptes chèques, etc.), les placements financiers (actions, obligations), les contrats d'assurance vie, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne retraite.
- **L'épargne non financière** : investissement immobilier (acquisition de logements).

L'épargne peut être conservée par les ménages dans un "bas de laine" : c'est la **thésaurisation** (elle ne rapporte pas d'intérêts). Comme elle peut être placée afin d'en retirer un revenu (achat d'actions, d'obligations, ouverture d'un livret de caisse d'épargne, etc.).

Figure 10: Les différentes formes de l'épargne



C. Pourquoi les agents économiques épargnent ?

Les facteurs qui incitent les agents économiques à épargner sont multiples :

- **L'épargne de précaution** : elle permet de se prémunir contre les risques potentiels de la vie (chômage, maladie) ou de se constituer un complément retraite ;
- **La constitution d'un patrimoine** : devenir propriétaire de son logement pour éviter de payer un loyer, augmenter son capital, etc.,
- **L'épargne de liquidités** : la monnaie constitue une réserve de valeur et un moyen d'échange qui permet d'acquérir des biens,
- **L'épargne de placement** : l'épargne est un moyen d'obtenir des revenus à partir des placements financiers,
- **L'épargne de spéculation** : la spéculation consiste à acquérir des titres (actions, obligations) en espérant les revendre à la hausse pour dégager un gain.

D. Les déterminants de l'épargne

L'épargne des ménages dépend de :

- **La variation du revenu** : l'épargne est une fonction croissante de revenu.
- **L'inflation** : L'inflation incite peu à l'épargne.
- **La fiscalité** : possibilité de régimes fiscaux favorables à l'épargne.
- **Le crédit à la consommation** : quand le crédit à la consommation est bon marché, la consommation augmente au détriment de l'épargne.

- **Le taux d'intérêt** : en général influence l'épargne des ménages, un taux bas décourage l'épargne et inversement, il l'encourage.
- **Evolution de la famille** : l'élargissement de la famille exerce un impact défavorable sur l'épargne.

3.3. L'investissement

Au niveau macroéconomique, l'investissement joue un rôle central dans la croissance et la compétitivité. L'investissement est une variable particulièrement décisive en économie. Il est à la fois une composante de la demande et un puissant moteur de l'offre productive.

A. Définition : *« l'investissement est une opération économique réalisée par un agent économique consistant à acquérir des moyens de production (biens durables) qui servent à produire d'autres biens ».*

L'investissement représente alors un accroissement du capital technique. Il ne faut pas confondre un investissement et une consommation intermédiaire (matières premières, produits semi-finis, etc.).

Les agents économiques qui investissent sont :

- **Les entreprises** : l'investissement des entreprises, qu'elles soient publiques, privées ou mixtes, vise à accroître leur capital, à absorber une entreprise concurrente ou à acquérir une nouvelle technologie.
- **L'État** : à travers les investissements publics (construction d'écoles, d'hôpitaux, d'autoroutes, de barrages, etc.), l'État et les collectivités territoriales visent à améliorer le bien-être social des populations ou bien à instaurer un environnement propice aux affaires ;
- **Les ménages** : à travers des achats immobiliers, les ménages investissent afin d'améliorer leur revenu dans le cas où ils décident de revendre ce bien immobilier.

B. Différentes catégories d'investissement :

- **Les investissements matériels :**

Ils correspondent à la formation brute de capital fixe ; on distingue les investissements de **remplacement** qui renouvellent à l'identique le capital, les investissements **d'expansion** qui augmentent la capacité de production de l'entreprise, et les investissements de **modernisation** qui visent à accroître la productivité. En réalité, cette

distinction est difficile à observer, un même investissement pouvant à la fois renouveler, moderniser et étendre le capital productif de l'entreprise.

▪ **Les investissements immatériels :**

On comprend alors que l'investissement n'est pas seulement matériel lorsqu'on adopte une conception large de ce concept. Pour produire, il faut de plus en plus de connaissance (recherche), de compétences (formation), de capacité d'organisation (méthode et logiciels de gestion), mais aussi de notoriété et d'information (publicité et études de marché). Ces dépenses constituent de véritables investissements immatériels, car elles améliorent durablement la productivité de l'entreprise et produisent des effets qui s'étendent sur plusieurs périodes de production : Recherche et développement, marketing, logiciels, formation, etc.

C. Les déterminants de l'investissement :

L'investissement résulte des décisions prises par l'ensemble des entreprises. Cette décision comporte un risque qui est de ne pouvoir récupérer les sommes engagées. Pour réduire ce risque, il est primordial de repérer les déterminants qui éclairent le risque :

- **La rentabilité :** c'est le critère essentiel, le profit attendu permet de déterminer la rentabilité de l'investissement. Les entreprises ne se risquent à investir que si elles escomptent des profits futurs intéressants ou bien une rentabilité suffisante.
- **La demande :** l'investissement dépend du niveau de la demande qui s'adresse à l'entreprise. Il n'est pas nécessaire d'accroître ses capacités de production quand la demande est stable.
- **Les taux d'intérêt et la situation financière de l'entreprise :** en l'absence de ressources financières suffisantes, l'entreprise pourra avoir recours à l'emprunt dans la mesure où le niveau et la structure de son endettement présent le permettent.
- Des taux élevés augmentent le coût l'acquisition des capitaux empruntés pour investir.
- **Le taux d'utilisation des capacités de production :** si les capacités sont pleinement employées, la demande est forte et l'entreprise doit peut-être investir.

D. Le rôle économique de l'investissement

L'investissement joue un double rôle dans l'économie :

- D'un côté, il est une composante de la demande. L'entreprise qui investit fait travailler d'autres entreprises, et les revenus ainsi distribués stimulent la demande et l'activité économique. (Un investissement a un effet multiplicateur sur l'activité).
- D'un autre côté, il agit sur l'offre puisqu'il augmente les capacités de production et donc la quantité de biens disponibles. En permettant d'intégrer les progrès techniques à l'appareil de production, il constitue un facteur de compétitivité des entreprises et de croissance économique.

En somme, l'investissement est un moteur pour la croissance : il permet un accroissement de la production de richesses ; il introduit et diffuse le progrès technique, un élément constitutif de la demande globale.

Questions de révision

- [1]- Qu'est-ce que la production ? Pourquoi est-elle indispensable ?
- [2]- Quelle est la différence entre production marchande et non-marchande ?
- [3]- Quels sont les principaux facteurs de production ?
- [4]- Expliquez la notion de valeur ajoutée.
- [5]- Quelle est la différence entre répartition primaire et secondaire du revenu ?
- [6]- Donnez trois exemples de revenus primaires et trois de prestations sociales.
- [7]- Expliquez la relation entre épargne et investissement.
- [8]- Pourquoi dit-on que l'investissement prépare la croissance future ?

CHAPITRE 6 :

La monnaie et le financement de l'économie

PLAN :

Section 1 : La monnaie : formes et fonctions

Section 2 : La création de monnaie

Section 3 : Le financement de l'économie

OBJECTIFS :

L'étudiant doit être capable de :

- Comprendre l'évolution, les formes et les fonctions de la monnaie.
- Expliquer le processus de création monétaire.
- Identifier les mécanismes de financement de l'économie et le rôle des institutions financières.
- Analyser les liens entre monnaie, crédit, investissement et croissance économique, et comprendre les enjeux de la création monétaire.

Mots clés :

La monnaie – fonctions de la monnaie - le troc - la monnaie marchandise - la monnaie métallique - monnaie fiduciaire - monnaie scripturale - cours légal - cours forcé – liquidité – création monétaire - besoin de financement - capacité de financement - financement direct - financement indirect – marché financier.

Introduction

La monnaie occupe une place centrale dans la vie économique moderne. Présente dans la quasi-totalité de nos échanges, elle constitue l'instrument fondamental de l'économie de marché en facilitant les transactions entre les différents agents économiques. Au-delà de son rôle traditionnel de simple moyen de paiement, la monnaie représente également une réserve de valeur et une unité de compte, contribuant ainsi à la stabilité et au fonctionnement du système économique.

Ce chapitre vise à offrir une compréhension approfondie des fondements monétaires en présentant les fonctions essentielles de la monnaie, ses différentes formes, ainsi que les mécanismes à travers lesquels elle est créée. Il s'attachera également à expliquer comment la monnaie contribue au financement de l'économie, en mettant en lumière le rôle des institutions financières et des circuits de financement dans le soutien de l'activité économique.

Section 1 : La monnaie : formes et fonctions

Le recours à la monnaie s'est progressivement imposé pour faciliter les échanges de produits entre les individus. Constituant un bien spécifique, la monnaie remplit des fonctions essentielles pour le développement de l'activité économique.

1.1. Définition et évolution de la monnaie

A. Définition de la monnaie

L'approche économique de la monnaie consiste à la définir par ses fonctions qu'elle assure. Selon Francis Walker, « *Money is what money does* ». Plus précisément, la monnaie est souvent considérée comme une réponse aux frictions de l'échange qui existeraient en son absence, c'est à dire dans une économie non monétaire. Ainsi, la monnaie est définie comme l'ensemble des moyens de paiement dont disposent les agents économiques pour régler leurs transactions.

B. Evolution des formes de la monnaie

Les formes actuelles de la monnaie résultent d'une longue évolution historique dont l'étude permet de montrer que les hommes se sont sans cesse efforcés de créer des instruments monétaires visant à faciliter le développement de l'activité économique.

▪ Le troc :

Dans les sociétés primitives où l'homme s'adonnait à des activités destinées à satisfaire la quasi-totalité de ses besoins, la seule forme d'échange concevable était le troc.

L'économie du troc est définie comme étant : « *une économie dont le signe monétaire n'existe pas* ». C'est une opération élémentaire d'échange d'une marchandise (produit) contre un autre. Toutefois, pour que le troc soit possible :

- Il doit exister une double coïncidence entre les besoins respectifs, un individu doit donc posséder ce que l'autre désire, et vice versa. Par exemple, la personne A possède des pommes de terre, la personne B du tissu, l'échange ne sera possible que si les deux personnes sont intéressées chacune par la marchandise de l'autre.
- L'accord sur l'estimation réciproque de leurs produits : combien de poissons contre un lapin ?

▪ **La monnaie marchandise :**

Les inconvénients du troc ont fait que le bien le plus divisible et le moins altérable a été appelé à jouer un rôle autre que le sien et à s'imposer comme intermédiaire unique de l'échange : c'est **la monnaie marchandise**. Ainsi, l'introduction de la monnaie va permettre le passage d'un système de **prix relatifs** à un système de **prix absolus**.

La monnaie sous son aspect primitif a ainsi pris la forme d'une marchandise (coquillages, le sel, le poisson séché, les épices, tête de bétail...)

L'inconvénient de ce système est que certaines de ces marchandises sont périssables (ne conservent pas leur valeur) et rien n'oblige les gens à accepter les marchandises comme un moyen de paiement.

La découverte des métaux a permis le passage à une autre forme de monnaie : la monnaie métallique.

▪ **La monnaie métallique :** Au début, les principaux métaux utilisés étaient le bronze et le cuivre. L'ancienne Égypte utilisa surtout le cuivre, Sparte, le fer et Rome, le bronze. Ensuite avec la découverte des métaux précieux (or et argent) on s'est acheminé vers un système bimétallique. Les métaux précieux se sont progressivement imposés comme instruments monétaires en raison de leurs qualités particulières :

- Inaltérabilité : l'or et l'argent peuvent être stockés sans inconvénients.
- Divisibilité : possibilité d'obtention des éléments de dimension voulue.
- Malléabilité : les métaux précieux peuvent recevoir l'empreinte d'un symbole monétaire.
- Simplicité : une valeur importante pour un faible volume.

Cette forme de monnaie est passée par 3 étapes avant d'atteindre sa forme actuelle :

- **La monnaie pesée** : On pèse l'objet métallique trouvé (blocs, lingots, pépites, pièces) servant à l'échange afin d'en déterminer son contenu en termes de métaux précieux (or, argent, cuivre...) et on en détermine, de façon souvent rudimentaire, sa teneur en cas de mélange avec d'autres métaux. Pour cette forme de monnaie, la valeur dépend du poids du métal.
- **La monnaie comptée** : Les métaux précieux sont fondus et transformés en pièces de la même taille, du même poids et de la même forme, leur valeur dépend donc de leur nombre.
- **La monnaie frappée** : Les pièces sont frappées par une autorité qui garantit ainsi la valeur des pièces, c'est-à-dire le titre et le poids du métal qu'elles contiennent. La quantité de métal contenue dans la pièce est pesée et certifiée par l'apposition d'une marque officielle (Roi ou prince).

▪ **La monnaie fiduciaire** : Du latin « *fides* », la confiance (et la déesse de la bonne foi et de l'honneur). La monnaie fiduciaire désigne l'ensemble des pièces et billets valides mis en circulation au sein d'un territoire. Il s'agit donc des billets de banque qui représentent une valeur nominale et qui ont « **cours forcé** » c'est-à-dire qu'ils ne sont pas convertibles en métal précieux tel que l'or. On l'appelle aussi « la monnaie papier » qui a une faible valeur intrinsèque en comparaison de sa valeur faciale. L'origine de la monnaie fiduciaire remonte à l'Antiquité, lorsque les gens utilisaient des objets de valeur comme le métal précieux ou les perles pour échanger des biens et des services.

▪ **La monnaie scripturale** : on appelle ainsi la forme de la monnaie consistant en une écriture dans les livres d'une banque sous la forme de l'ouverture d'un compte à un client donnant naissance à un dépôt qui est une reconnaissance de dette de la banque envers son titulaire, et qui circule, sert à payer ses créanciers, est transférée sur le compte d'un autre agent par l'intermédiaire d'instruments tels que les chèques, les ordres de virement et les cartes bancaires.

1.2. Les fonctions de la monnaie

On distingue traditionnellement trois fonctions de la monnaie. Elle sert d'intermédiaire des échanges, d'unité de compte et d'instrument de réserve de valeur.

A. La monnaie, intermédiaire des échanges

La fonction première de la monnaie est de servir d'intermédiaire dans les échanges. Elle dissocie le troc en deux opérations distinctes : marchandise contre monnaie et monnaie contre marchandise (achat et vente). Elle permet ainsi d'éviter les inconvénients liés au troc, notamment le risque de blocage de l'échange faute de contractant et les coûts d'attente et de stockage. En fluidifiant les transactions et en simplifiant les échanges, la monnaie rend possible l'expansion des marchés, la spécialisation des agents économiques et une organisation efficace des activités productives.

Cependant, la monnaie dépasse souvent ce rôle d'intermédiaire pour devenir l'objet même de certains échanges. Par la distribution des revenus, l'épargne, les placements, les marchés de capitaux, la monnaie circule et entraîne de nouvelles opérations.

Ainsi, la monnaie constitue un moteur essentiel du dynamisme économique, en orientant les ressources vers des usages productifs et en favorisant la stabilité des échanges et du développement.

B. La monnaie, unité de compte

La monnaie remplit également une fonction essentielle : elle constitue l'unité de mesure de la valeur. Autrement dit, les prix des biens et services sont exprimés en monnaie, qui joue le rôle d'équivalent universel ou de numéraire. Grâce à cette fonction, la monnaie permet de « nombrer » les autres biens, c'est-à-dire de leur attribuer une valeur comparable et compréhensible par tous.

Sans monnaie, les économies devraient utiliser un système de prix relatifs — par exemple, exprimer le prix d'une unité de pain en termes de kilos de pomme ou de litres de lait — ce qui rendrait les échanges extrêmement complexes. En fournissant une unité de compte unique et stable, la monnaie simplifie ainsi l'information économique, facilite la comparaison des valeurs, et permet une meilleure prise de décision pour les consommateurs comme pour les producteurs. Elle constitue donc un outil indispensable pour l'organisation rationnelle des activités économiques et le fonctionnement efficace des marchés.

C. La monnaie, instrument de réserve de valeur

Grâce à sa fonction d'intermédiaire des échanges, la monnaie remplit également un rôle essentiel de réserve de pouvoir d'achat. En conservant de la monnaie, les agents économiques thésaurisent une capacité d'achat future : ils peuvent différer leur consommation et disposer d'une ressource immédiatement mobilisable au moment

souhaité. À ce titre, la monnaie devient un actif patrimonial, caractérisé par sa liquidité parfaite, c'est-à-dire sa disponibilité immédiate, sans coût de conversion ni délai.

Toutefois, conserver de la monnaie ne consiste pas uniquement à garder des billets ou des dépôts à vue. Les agents peuvent aussi détenir des actifs financiers plus ou moins rémunérés, qui représentent une épargne mise à disposition de l'économie.

Section 2 : La création monétaire

Le financement de l'économie peut s'effectuer sur ressources d'épargne (autofinancement, emprunts) ou sur ressources monétaires, c'est-à-dire par une création de monnaie. Assurée par les banques, cette création monétaire s'effectue au sein du système financier selon des mécanismes précis.

2.1. Le processus de création monétaire

Le processus de la création monétaire consiste en la transformation de créances sans pouvoir libératoire en de véritables moyens de paiement. La création monétaire provient de ce fait ; essentiellement des prêts accordés par les banques commerciales. Mais les banques centrales créent aussi de la monnaie, par exemple les billets et les pièces.

A. La création monétaire par la banque centrale

La banque centrale (ou banque de premier rang) est une institution financière, le plus souvent publique, en charge de diverses missions dont le contrôle de la quantité de monnaie en circulation ou l'émission de pièces et de billets de banque. Elle assure le bon fonctionnement du système bancaire en tant que « banque des banques ». Chaque banque dispose d'un compte à la banque centrale.

▪ La mise en circulation de billets et pièces

Même si elle représente aujourd'hui une faible part de la masse monétaire, la création de monnaie fiduciaire (billets et pièces) constitue un moyen de création monétaire. Cette émission est exclusivement réalisée par la banque centrale. Les billets et pièces sont mis en circulation principalement lorsque les banques commerciales en demandent pour répondre aux retraits des clients. La banque centrale les fournit en contrepartie d'actifs financiers ou de dépôts des banques commerciales. Cette forme de création monétaire est donc étroitement liée aux besoins de liquidité du public, mais demeure secondaire par rapport à la monnaie scripturale issue du crédit bancaire.

▪ **Les avances et refinancements de la banque centrale**

La banque centrale joue un rôle majeur dans la création monétaire en fournissant des liquidités au système bancaire. Elle accorde des avances aux banques commerciales ou leur achète des titres financiers dans le cadre des politiques monétaires (opérations *d'open market*). Lorsque la banque centrale fournit des liquidités, elle crédite les comptes des banques commerciales en monnaie centrale, ce qui augmente leur capacité à accorder des crédits et donc à créer de la monnaie scripturale. Le taux auquel la banque centrale prête à ces établissements — le taux directeur — influence directement le coût du crédit et le niveau global de création monétaire. Plus le taux est bas, plus les banques ont intérêt à emprunter et à prêter, stimulant ainsi l'activité économique.

B. La création monétaire par les banques commerciales

Les banques commerciales sont les principaux créateurs de monnaie dans l'économie moderne. Elles créent de la monnaie scripturale lorsqu'elles accordent des crédits.

▪ **L'octroi de crédits aux agents économiques**

Le mécanisme principal de création monétaire repose sur l'octroi de crédits par les banques commerciales. Lorsqu'une banque accorde un prêt à un ménage, une entreprise ou même à l'État, elle ne remet pas des billets déjà existants : elle inscrit simplement la somme accordée au crédit du compte du client. Par cette simple écriture comptable, elle crée de la monnaie scripturale, c'est-à-dire de la monnaie bancaire disponible sur un compte. Ainsi, contrairement à une idée intuitive, les banques ne prêtent pas « l'argent des déposants » ; elles créent la monnaie au moment où elles accordent le crédit. Ce mécanisme explique pourquoi l'on dit souvent : « les crédits font les dépôts ». La monnaie ainsi créée circule ensuite dans l'économie à travers les paiements effectués par l'emprunteur. Elle sera détruite progressivement lors du remboursement du crédit.

▪ **Les achats de titres et de devises par les banques**

Les banques créent également de la monnaie lorsqu'elles achètent des actifs financiers (comme des obligations ou actions) ou des devises étrangères auprès des agents économiques. Lorsqu'une banque achète par exemple un bon du Trésor à un ménage, elle crédite le compte de ce ménage de la valeur du titre acheté : il y a donc création

monétaire. Ce mécanisme est utilisé pour financer indirectement l'État ou participer aux marchés financiers. Dans le cas des achats de devises, la banque inscrit la valeur en monnaie nationale sur le compte du vendeur, créant ainsi de la monnaie tout en recevant des devises qu'elle pourra réutiliser. Ces opérations contribuent à alimenter l'économie en liquidités sans passer par un crédit classique.

2. La masse monétaire

La masse monétaire désigne l'ensemble des moyens de paiement et des actifs liquides détenus par les agents économiques non financiers (ménages, entreprises, État) dans une économie à un moment donné. C'est donc la quantité totale de monnaie en circulation. Elle permet d'évaluer la liquidité disponible dans l'économie et sert de base aux décisions de politique monétaire.

A. Les agrégats de monnaie

« *Les agrégats de monnaie sont des indicateurs statistiques reflétant la capacité de dépense des agents non financiers résidents (entreprises, ménages)* ». On distingue actuellement quatre agrégats de monnaie :

- **M1** regroupe tous les moyens de paiement (billets, monnaies divisionnaires, dépôts à vue) ;
- **M2** comprend, en plus de M1, les placements rémunérés ;
- **M3** inclut, outre M2, les avoirs en devises étrangères, les placements à terme non négociables sur un marché, les titres de créances négociables (TCN) émis par les établissements de crédit, les titres d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) à court terme. C'est généralement l'agrégat **M3** qui est retenu pour mesurer la masse monétaire ; sa progression limitée est un objectif de la politique monétaire ;
- **M4** englobe, outre M3, les titres de créances négociables émis par les agents non financiers (bons du Trésor et billets de trésorerie émis par les entreprises).

En résumé, on peut dire que les agrégats monétaires « incluent les moyens de paiement détenus par les agents non financiers résidents et, parmi leurs placements financiers, ceux qui sont susceptibles d'être transformés aisément et rapidement en moyens de règlement sans risque important de perte en capital ».

B. La vitesse de circulation de la monnaie

« La vitesse de circulation de la monnaie permet d'évaluer le nombre de transactions que finance, pendant une période donnée, un même stock de monnaie. Elle reflète, en quelque sorte, le nombre de "changements de mains" que subissent les unités monétaires ». La vitesse de circulation de la monnaie est mesurée à l'aide de deux types d'indicateurs :

- **La vitesse-revenu**, qui permet d'avoir une vue d'ensemble des variations dans le temps de la vitesse de circulation de la monnaie ;
- **Le coefficient de rotation** des différents placements bancaires, qui est un indicateur spécialisé par type de dépôt.

La connaissance de la vitesse de circulation de la monnaie et de son évolution « est primordiale pour la politique monétaire : les variations imprévisibles de la vitesse de circulation remettent en cause la stabilité de la liaison monnaie/activité sur laquelle repose la définition des objectifs monétaires ».

Section 3 : Le financement de l'économie

Le financement de l'économie est l'ensemble des mécanismes permettant de répondre aux besoins de financement des agents économiques (ménages, entreprises, État, etc.). Il existe deux types de financement de l'économie :

3.1. Financement indirect ou intermédié

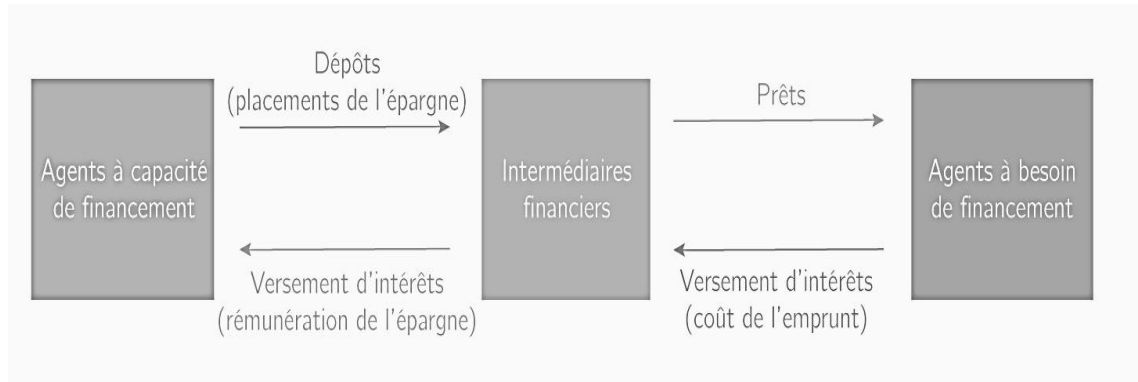
Une opération de financement est une rencontre entre un agent à « besoin de financement (entreprise, Etat) et un autre qui a une capacité de financement (ménages, investisseurs). Lorsque les agents économiques ont une épargne disponible qu'ils n'utilisent pas pour investir eux-mêmes, ils ont des « *capacités de financement (ACF)* » qu'ils mettent à la disposition de l'ensemble de l'économie. A l'inverse, ils ont des « *besoins de financement (ABF)* » lorsque leur épargne est inférieure aux investissements qu'ils souhaitent réaliser.

Un intermédiaire, établissement de crédit, se charge de collecter ces capacités de financement afin de les transformer en prêts aux agents à besoin de financement. Les établissements de crédit sont les banques, les Caisses d'épargne et les sociétés financières. Les banques jouent un rôle de transformation :

- Transformation de liquidité : dépôts à vue transformés en prêts à long terme
- Transformation de risques : les banques supportent le risque de défaut

- Transformation de montants : petits dépôts → gros crédits

Figure 11: Le financement indirect ou intermédié



A. La notion de crédit :

Les agents Economiques, pour assurer leur financement, peuvent faire appel à des banques ou à des établissements de crédit spécialisés. Ceux-ci leur accorderont des prêts sous certaines conditions, en exigeant souvent des garanties telles que le cautionnement, le nantissement ou l'hypothèque.

Outre le remboursement des sommes prêtées, l'emprunteur doit verser des intérêts à un taux généralement d'autant plus élevé que la durée de l'emprunt est courte. Parmi les différentes formes de crédit, on distingue :

▪ Les crédits accordés aux ménages :

A côté des **découverts bancaires**, des prêts entre particuliers (qui sont des formes de crédit) et du crédit par carte bancaire, il existe pour les ménages des crédits particuliers :

- Les crédits à la consommation : Ils s'échelonnent en général sur cinq ans au maximum et servent à financer des consommations de coût moyen (ameublement, électroménager). La durée du remboursement est fonction des possibilités de l'emprunteur.
- Le crédit pour le logement : Il finance l'achat ou la rénovation de l'habitat. Il peut être accordé contre une garantie hypothécaire. La durée du remboursement se situe entre dix et vingt ans.

▪ Les crédits accordent aux entreprises

Il en existe une grande variété. Nous n'aborderons cependant que les crédits les plus utilisés par les entreprises. A côté des crédits extra bancaires accordés par les

fournisseurs au moyen de délais de paiement ou de l'utilisation des lettres de change et des billets à ordre, on distingue essentiellement les crédits à court, moyen et long terme.

Les banques et, plus généralement, les établissements de crédit sont des institutions « traditionnelles » d'intermédiation entre ACF et ABF. On parle alors de financement intermédié (ou indirect) pour signifier que la banque a un rôle d'intermédiaire dans cette relation.

3.2. Le financement direct

Il résulte d'une mise en rapport directe de l'emprunteur et de l'agent qui lui consent un prêt (le premier émet un titre acquis par le second). Cet échange a lieu sur le marché financier, où sont négociées les valeurs mobilières (actions et obligations). Il se déroule sans intermédiaire, c'est pourquoi on parle de financement direct.

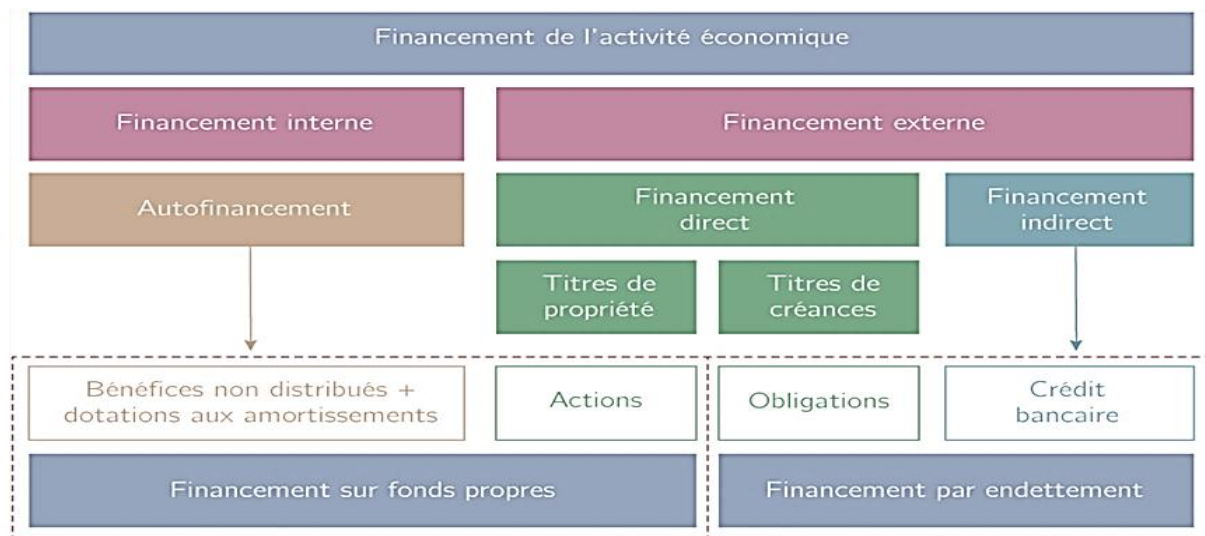
Les agents à capacité de financement sont en position d'offre et les agents à besoin de financement en position de demande. L'agent éprouvant un besoin de financement émet des titres (actions, obligations...) que les agents à capacité de financement souscrivent. La régulation est assurée par les taux d'intérêt.

A. Notion du marché financier

Son existence est capitale pour assurer le financement des entreprises. Il comprend un marché primaire, qui concerne l'émission des nouvelles actions et obligations mises en vente, et un marché secondaire, qui concerne les échanges de titres en Bourse.

- **Action** : Titre de propriété sur une partie du capital de l'entreprise. Le détenteur d'une action devient actionnaire. L'actionnaire reçoit une fraction des bénéfices de l'entreprise appelé « dividende ». Si l'actionnaire possède 10% des actions, il reçoit 10% des bénéfices distribués. Les actions sont des valeurs à revenus variables.
- **Obligation** : Titre de créance à long terme émis par une entreprise, une institution publique ou l'Etat. Elle représente une dette dont la durée varie généralement de 7 à 15 ans. L'obligation permet à son détenteur de bénéficier des intérêts. Les obligations sont des valeurs à revenu garanti quel que soit le niveau de bénéfice de l'entreprise émettrice.

Figure 12: Le financement direct et indirect



Questions de révision

- [1]- Qu'est-ce que la monnaie et quel est son rôle dans l'économie ?
- [2]- Quelles sont les trois fonctions essentielles de la monnaie selon la théorie économique ?
- [3]- En quoi la monnaie scripturale est-elle devenue dominante dans les économies modernes ?
- [4]- Quelle est la différence entre la valeur intrinsèque et la valeur faciale de la monnaie ?
- [5]- Qu'entend-on par création monétaire et quels sont ses principaux acteurs ?
- [6]- Explique le processus de création monétaire à partir d'un crédit accordé par une banque commerciale.
- [7]- Que représente la masse monétaire et comment est-elle mesurée (agrégats M1, M2, M3) ?
- [8]- Quelle est la relation entre la création monétaire et l'inflation ?
- [9]- Quelle est la différence entre financement direct et financement indirect ?
- [10]- Quels sont les avantages et inconvénients du financement direct par rapport au financement intermédié ?
- [11]- En quoi les marchés financiers et les banques jouent-ils un rôle complémentaire dans le financement de l'économie ?

CHAPITRE 7 :

Les grands équilibres économiques : Croissance, Inflation et Chômage

PLAN :

Section 1 : La croissance économique

Section 2 : L'inflation

Section 3 : Le chômage

OBJECTIFS :

L'étudiant doit être capable de :

- Comprendre les principaux indicateurs macroéconomiques et leur rôle dans l'analyse économique.
- Identifier les facteurs déterminants de la croissance économique et ses limites.
- Expliquer les mécanismes et les effets de l'inflation sur l'économie.
- Analyser les causes et les formes du chômage ainsi que leurs implications sociales.
- Mettre en évidence les interactions entre croissance, inflation et chômage dans la recherche de l'équilibre économique.

Mots clés :

Croissance économique - PIB - Récession - Expansion - Productivité - Progrès technique - Inflation - Désinflation - Pouvoir d'achat - Masse monétaire - Taux de chômage - Emploi - Population active - Politique économique - Stabilisation.

Introduction

Toute économie cherche à atteindre un certain équilibre entre la production, les prix et l'emploi. Ces objectifs se traduisent par la croissance économique, qui reflète l'augmentation de la richesse produite, par la stabilité des prix, qui garantit le maintien du pouvoir d'achat, et par le plein emploi, signe d'une utilisation optimale des ressources humaines. Ces trois dimensions constituent les fondements de la performance macroéconomique d'un pays.

Cependant, ces objectifs sont souvent difficiles à concilier. Une croissance trop rapide peut provoquer l'inflation, tandis qu'une politique anti-inflationniste trop stricte peut freiner la croissance et aggraver le chômage. L'analyse des liens entre ces trois phénomènes permet donc de comprendre les tensions et arbitrages auxquels font face les pouvoirs publics pour assurer la stabilité et la prospérité économique.

Section 1 : La croissance économique

1.1. Définition et mesure de la croissance

La croissance économique se définit comme l'augmentation soutenue, pendant une longue période, de la production d'une économie. Il s'agit d'une notion purement quantitative (croissance au sens strict), qui se distingue de l'expansion qui, elle, n'est qu'une augmentation conjoncturelle de la production.

A. Mesure de la croissance : Le PIB

Pour mesurer la croissance, on mesure la variation du PIB d'une année sur l'autre. On va distinguer le PIB en valeur du PIB en volume. Dans le PIB en valeur, on tient compte de l'augmentation du niveau général des prix (inflation). C'est à dire que si le PIB augmente de 4% et que l'inflation a augmenté de 4% au cours d'une année en comparaison avec l'année précédente alors la création de richesse est nulle. Le PIB en valeur n'est donc pas un bon indicateur de la création réelle de richesse. On calcule donc un PIB en volume. $PIB_{volume} = PIB_{valeur} - inflation = PIB_{valeur} déflaté$

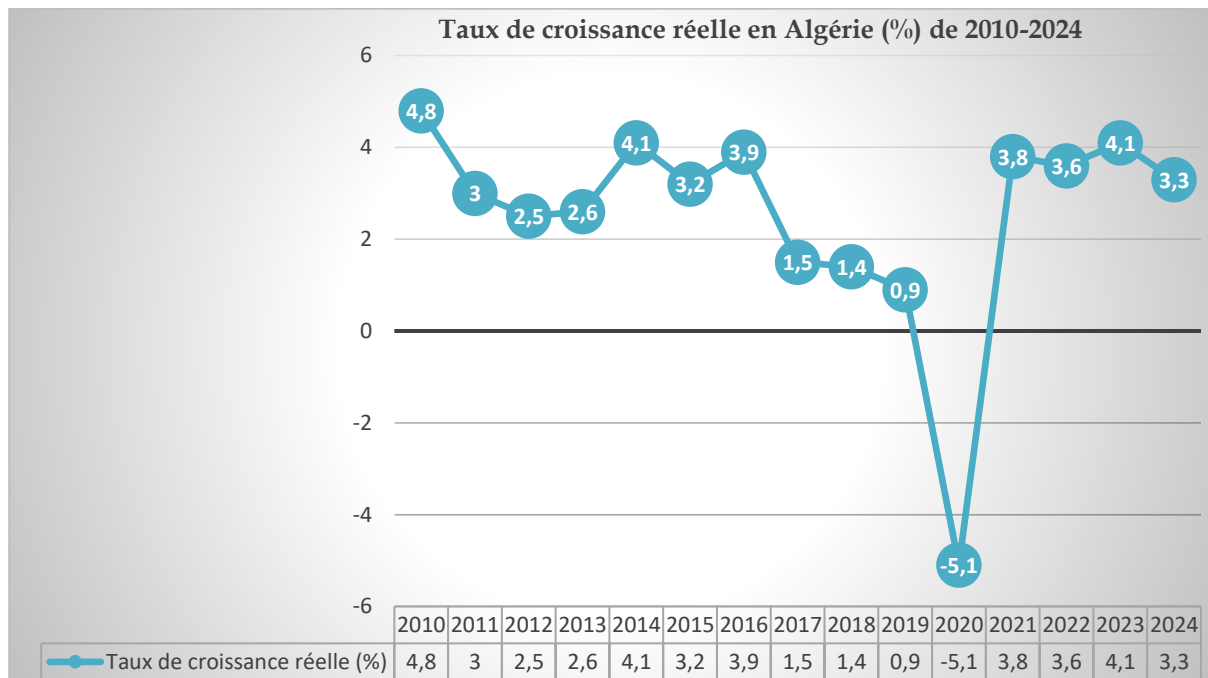
Le PIB volume est un bon indicateur de la création des richesses.

B. Le taux de croissance annuel

La croissance économique annuelle, si on prend comme critère le PIB, est mesurée par la croissance du PIB à prix constants en se référant à une année de base.

$$\text{Taux de croissance du PIB} = \frac{PIB_t - PIB_{t-1}}{PIB_{t-1}} \times 100$$

Figure 13: Evolution du taux de croissance réel de l'Algérie (2010-2024)



C. Les limites de la mesure de la richesse nationale (PIB) :

- Le travail domestique et le bénévolat ne sont pas comptabilisés, bien qu'ils créent de la valeur réelles (bricolage, jardinage, ...).
- Les activités parallèles échappent à la mesure (économie "souterraine" : travail au noir, travail clandestin, sous-déclarations fiscales, trafics en tout genre, ...).
- Les effets négatifs de la croissance sont ignorés (dégradation de l'environnement).
- Nuisances comptabilisées positivement ou non comptabilisées alors qu'elles ont des conséquences négatives sur l'individu.
- Les agrégats ne mesurent pas le bien-être ni la qualité de vie.

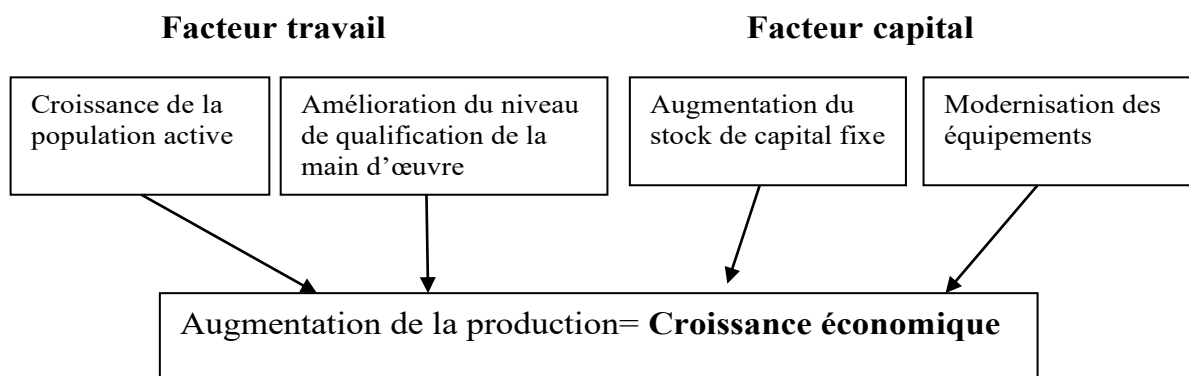
1.2. Les sources de la croissance

A. La contribution du facteur travail : le volume de la production dépend en partie du nombre de personnes disponibles pour travailler et du temps de travail effectué. Ainsi, l'évolution de la population active (en volume) et celle de la durée moyenne du travail influencent directement le niveau de production et donc la croissance économique. Une augmentation du nombre d'actifs occupés ou une amélioration de leur productivité contribue à une expansion durable de l'activité économique.

B. La contribution du facteur capital : la croissance économique repose également sur l'accumulation du capital productif, c'est-à-dire l'ensembles des équipements, machines bâtiments et infrastructures utilisés dans le processus de production. L'augmentation du stock de capital fixe résulte des investissements successifs réalisés par les agents économiques (entreprises, ménages, Etat). Ces investissements permettent d'améliorer les capacités de production et d'intégrer les innovations technologiques favorisant ainsi la croissance à long terme.

C. Les progrès techniques et humains : lorsque la croissance résulte uniquement de l'augmentation des quantités de facteur travail et capital, on parle de « croissance extensive ». Cependant, l'augmentation de la production provient également de l'amélioration qualitative de ces facteurs : meilleure formation des individus (capital humain), innovation technologique, organisation plus efficace du travail ou efficacité accrue du capital. Ces éléments permettent une hausse de la productivité globale des facteurs. Dans ce cas on parle de « croissance intensive », fondée sur le progrès technique et le développement des compétences humaines.

Figure14: les moteurs de la croissance économique



D. L'endogénéisation des facteurs de la croissance : constitue une avancée majeure dans la théorie économique. À la suite des travaux de Paul Romer (1986), qui met en évidence le rôle déterminant de la connaissance technologique et de l'innovation, de Robert Lucas, qui insiste sur l'importance de l'accumulation du capital humain et du développement de la compétence collective, ainsi que de Robert Barro, qui souligne les effets externes positifs des dépenses publiques d'infrastructures, la croissance cesse d'être perçue comme un phénomène purement exogène.

Ces approches, regroupées sous le terme de théories de la croissance endogène, réhabilitent le rôle stratégique de l'État et des politiques publiques dans la dynamique de long terme. Elles mettent en lumière l'impact décisif de facteurs auparavant négligés par les modèles néoclassiques : l'investissement en capital humain, le capital public, l'apprentissage par la pratique et l'organisation productive. Ainsi, la croissance économique est désormais interprétée comme un processus auto-entretenu, fondé sur la production et la diffusion du savoir, et sur les externalités positives générées par les actions collectives.

1.3. Les irrégularités de la croissance économique

La croissance économique n'est jamais un processus linéaire et régulier ; elle est marquée par des fluctuations cycliques qui traduisent les déséquilibres récurrents du système productif. Ces cycles peuvent être de courte ou de longue durée, selon les mécanismes à l'origine des variations de l'activité.

A. Les cycles courts (ou cycles de Juglar)

À l'échelle de quelques années (généralement entre cinq et dix ans), l'économie connaît une alternance de phases d'expansion et de phases de récession. Ces cycles conjoncturels, identifiés dès le XIXe siècle par Clément Juglar, traduisent la dynamique interne du fonctionnement des marchés. Plusieurs facteurs peuvent expliquer leur apparition :

- Des déséquilibres entre l'offre et la demande ;
- Des tensions dans le partage de la valeur ajoutée entre salaires et profits ;
- Des chocs exogènes tels que les variations brutales du prix du pétrole ou des événements géopolitiques majeurs ;
- Enfin, des désordres financiers, comme les crises boursières ou les bulles spéculatives.

B. Les cycles longs (ou cycles de Kondratieff)

Sur le long terme, les fluctuations économiques révèlent des mouvements plus amples, d'une durée moyenne d'un demi-siècle, alternant phases d'expansion prolongée et phases de dépression durable. Ces oscillations, mises en évidence par l'économiste russe Nikolaï Kondratieff en 1926, sont appelées cycles longs.

La crise des années 1930 illustre une phase descendante, tandis que les « Trente Glorieuses » correspondent à une phase ascendante marquée par un fort dynamisme industriel et technologique.

Selon Joseph Schumpeter, ces cycles longs s'expliquent par des vagues d'innovations majeures : l'apparition, la diffusion, puis l'épuisement de technologies motrices (comme la machine à vapeur, l'électricité, ou plus récemment les technologies numériques) déterminent les rythmes d'expansion et de ralentissement économiques.

Aujourd'hui, les analyses cycliques connaissent un renouvellement d'intérêt. L'essor de la nouvelle économie, fondée sur les technologies de l'information et de la communication (TIC), est souvent interprété comme le moteur d'une nouvelle phase ascendante du cycle de Kondratieff, amorcée à la fin des années 1990.

Section 2 : L'inflation

L'inflation est un phénomène central de la macroéconomie, elle influence le pouvoir d'achat, les décisions des agents économiques et constitue un enjeu majeur pour les politiques publiques.

2.1. Définition et mesure de l'inflation

L'inflation se caractérise par la hausse durable du **niveau général des prix**. Elle exclut les hausses localisées et passagères et suppose que l'augmentation des prix se transmette à toute l'économie et se reproduise à la période suivante. Il s'agit d'une hausse du prix moyen de tous les biens et services. Certains biens voient leur prix augmenter plus que les autres : l'inflation modifie les prix relatifs.

L'inflation est rampante lorsque la hausse est modérée mais durable. L'inflation est galopante si le taux d'inflation est à deux chiffres. La stagflation est une inflation combinée avec le ralentissement de la croissance économique.

On distingue :

- **Désinflation** : diminution du taux de l'inflation : il existe toujours de l'inflation, mais sa progression est ralentie.
- **Déflation** : baisse durable, générale et autoentretenu du niveau des prix : exactement l'inverse de l'inflation. C'est aussi un ensemble de mesures libérales pour restreindre la demande et réduire les tensions sur les prix (baisse de la dépense publique, hausse de la pression fiscale, hausse du coût du crédit, blocage des prix...).
- **Stagflation** : période où coexistent inflation, baisse de l'activité économique et chômage élevé (stagnation + inflation).

A. Mesure de l'inflation :

La mesure de l'inflation se fait par un indice élaboré et mise en œuvre par l'Office National des Statistiques (ONS) pour constater l'évolution des prix moyens (Indice des Prix à la Consommation, IPC). La catégorie la plus importante dans le panier de l'IPC de l'indice algérien est celle de l'Alimentation et des Boissons non alcoolisées (43% du poids total). Les Transports représentent 16 % ; le Logement 9 % ; les Biens et Services Divers 9 % ; et les Vêtements et Chaussures 7 %. Les Meubles et l'Entretien du foyer, la Santé, et l'Éducation, les Loisirs et la Culture représentent les 16 % restants du poids total.

L'indice des prix à la consommation IPC en Algérie est passé de 302,60 points en juillet 2025 à 302,80 points en août. L'Indice des prix à la consommation IPC en Algérie a atteint en moyenne 208,20 points de 2009 à 2025, atteignant un niveau record de 311,40 points en mars 2025 et un niveau record de 131,50 points en juin 2009.

B. Le taux d'inflation

Le taux d'inflation est le pourcentage de variation du niveau général des prix pendant une période donnée. Ce niveau général des prix est une mesure du niveau moyen des prix des biens et services de l'économie.

$$\text{Taux d'inflation} = \frac{IPC_t - IPC_{t-1}}{IPC_{t-1}} \times 100$$

Où :

- IPC_t = indice des prix à la consommation de l'année courante (ou de la période t),
- IPC_{t-1} = indice des prix à la consommation de l'année précédente (ou de la période $t-1$).

Figure 15: Evolution du taux d'inflation en Algérie (2016-2025)



2.2. Les interprétations de l'inflation

On distingue l'inflation par les coûts de l'inflation par la demande de l'inflation purement monétaire.

A. L'inflation par les coûts : selon cette explication, la hausse des prix proviendrait d'une hausse initiale des coûts de production des entreprises, le prix s'exprimant comme la somme d'un coût et d'une marge. Cette hausse des coûts peut avoir pour origine une inflation importée par l'intermédiaire des achats de l'entreprise à l'étranger, ou une hausse des salaires qui pèse sur les coûts de production.

B. L'inflation par la demande : elle résulterait de la simple constatation de la loi de l'offre et de la demande. Sur un marché, un excès de demande par rapport à l'offre entraîne une hausse du prix jusqu'à l'obtention d'un nouvel équilibre. Cet excès de demande peut avoir une origine monétaire.

C. L'explication monétariste : l'inflation serait la conséquence d'un excès de quantité de monnaie en circulation dans l'économie par rapport à la quantité de biens et services disponibles. Selon l'équation de la théorie quantitative de la monnaie d'Irving Fisher (1911), reprise par Milton Friedman, on peut écrire $M \times V = P \times T$, avec M =masse monétaire, V = vitesse de circulation de la monnaie, P = niveau général des prix, T =volume des transactions. Ainsi, selon les monétaristes, toute hausse de M , lorsque V est constante entraîne une hausse de P et non de T . En effet, à court terme, la capacité de production des entreprises (et donc le niveau T) ne peut suivre l'évolution de la demande qui résulte de la hausse de M . Cependant, pour les keynésiens, la hausse de la quantité de monnaie en circulation n'est pas inflationniste en situation de sous-

utilisation des capacités de production des entreprises. En outre, à long terme, les entreprises peuvent adapter leur capacité de production grâce à l'investissement.

2.3. Les effets et la lutte contre l'inflation

Après avoir analysé les causes de l'inflation, il convient désormais d'examiner ses principaux effets sur l'activité économique ainsi que les instruments mobilisés par les pouvoirs publics pour en limiter l'impact et maîtriser sa progression.

A. Les effets de l'inflation

- **L'érosion du pouvoir d'achat** : à revenu inchangé, le pouvoir d'achat des ménages, c'est-à-dire la quantité de biens et services qu'ils peuvent acheter, diminue avec l'inflation.
- **L'effet redistributif** : l'inflation pénalise les ménages détenteurs de revenus fixes, ainsi que les créanciers car le taux d'intérêt réel (différence entre le taux d'intérêt nominal et le taux d'inflation) diminue. Elle érode l'épargne liquide des ménages et favorise les emprunteurs pour lesquels la charge de remboursement s'amointrit. Les entreprises, en l'occurrence, bénéficient d'un effet de levier plus puissant.
- **La détérioration des échanges extérieurs** : l'inflation grève la compétitivité-prix des produits nationaux. Les produits importés sont plus compétitifs et se substituent à la production nationale (augmentation des importations), alors que les produits nationaux sont moins attractifs sur les marchés mondiaux (baisse des exportations).

B. La lutte contre l'inflation :

- **La rigueur salariale** : elle consiste à freiner la hausse des salaires qui est indexée sur celle des prix, pour casser la spirale inflationniste prix-salaires.
- **La politique monétaire restrictive** : il s'agit de renchérir le coût du crédit (taux d'intérêt) pour limiter la croissance de la masse monétaire. En effet, la distribution de crédits constitue la principale source de création monétaire et, lorsque l'on parvient à la limiter, on freine l'évolution de la masse monétaire et donc l'inflation par la demande.
- **L'appréciation de la monnaie** : une politique de monnaie forte va permettre de diminuer le coût des importations et, par la même, l'inflation importée (cas du pétrole par exemple). En outre, elle va obliger les entreprises à fournir des efforts en matière

de productivité pour être compétitives sur le marché national et sur les marchés mondiaux.

Section 3 : Le chômage

Le chômage est une dimension économique et sociale majeure, constitue un indicateur essentiel de la santé du marché du travail et de la performance économique d'un pays.

3.1. Définition et mesure du chômage

Le chômage est constitué, d'après la définition du **Bureau international du travail** (BIT), des personnes qui satisfont aux trois conditions suivantes : être sans travail, être à la recherche d'un travail, être disponible pour travailler.

A. La demande de travail

La demande de travail, appelée aussi offre d'emploi, est le fait des organisations qui ont une activité de production, qu'il s'agisse des entreprises du secteur privé ou des administrations du secteur public. Il est à souligner que les associations recrutent elles aussi et sont de plus en plus présentes sur le marché du travail. La demande de travail repose sur plusieurs aspects :

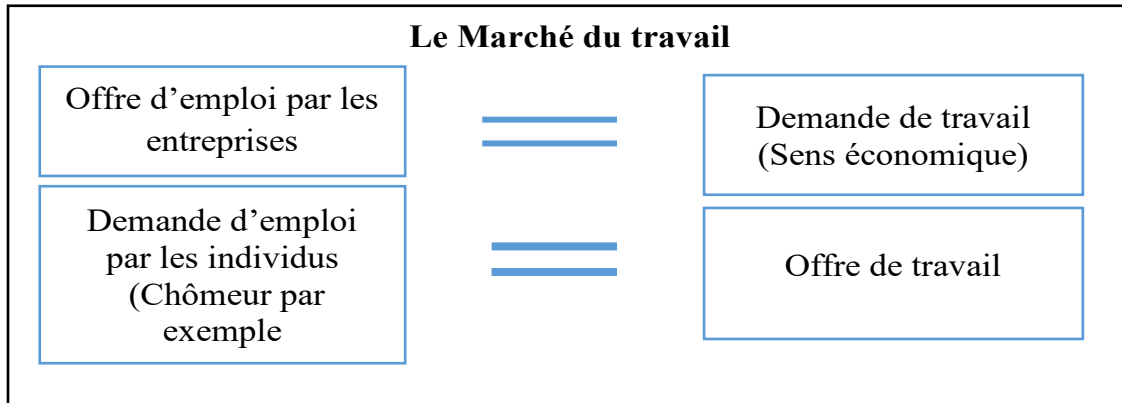
- **Le coût du travail et du capital** : la baisse du coût du travail peut inciter les entreprises à embaucher davantage, son augmentation peut les conduire à réduire leurs effectifs. En outre la baisse du coût du capital entraîne une substitution du capital au travail.
- **Le progrès technique** : de nouvelles approches de la gestion des ressources humaines, l'organisation du travail ont des incidences sur la productivité.
- **La législation du travail** : durée du travail, législation sur les licenciements et le travail précaire...
- **Le niveau de la demande des biens et services anticipé** par les entreprises (demande future).

B. L'offre de travail

L'offre de travail est le fait des ménages qui constituent la **population active** c'est-à-dire de la population ayant un emploi et des chômeurs (personnes en âge de travailler, sans emploi, disponibles et cherchant activement un emploi). Cette population peut évoluer en fonction :

- **Des évolutions démographiques de la population** (natalité, allongement de la durée de vie) ;
- **De l'âge de la retraite** ;

- En fonction de critères socioéconomiques ou culturels (travail des femmes, niveau des prestations sociales...)
- Le solde migratoire.



C. Taux de chômage :

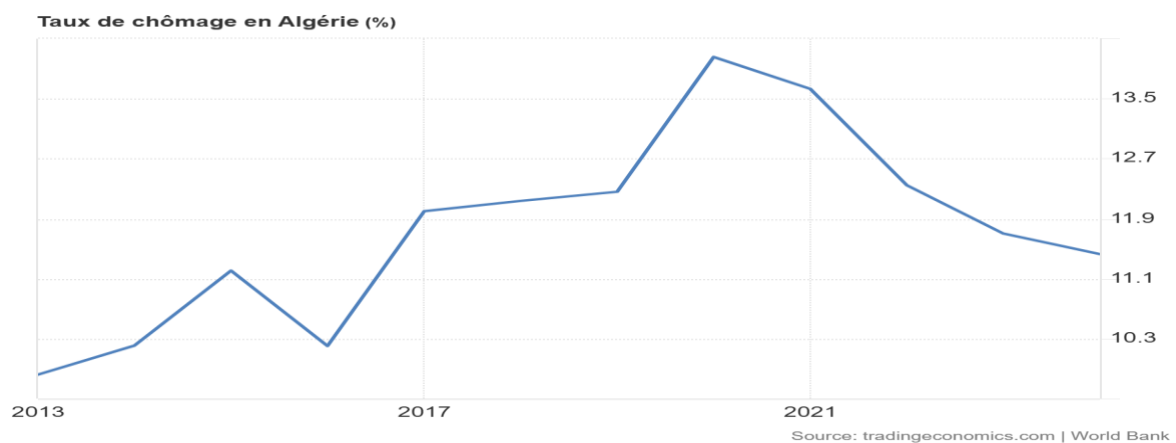
Le chômage désigne l'état d'un individu ou d'une population privée involontairement d'emploi. Un chômeur est donc une personne qui se trouve sans travail, qui est disponible pour travailler, et qui est à la recherche d'un emploi.

Le taux de chômage détermine la part de la population qui, apte à travailler, est qui à la recherche d'un emploi sur le marché du travail.

Il se mesure donc ainsi :

$$\text{Taux de chômage} = \frac{\text{Nombre de chômeurs}}{\text{Population active}} * 100$$

Figure 16: Taux de chômage en Algérie (2013-2024)



Le taux de chômage en Algérie est passé de 12,35 % au quatrième trimestre 2022 à 11,70 % au quatrième trimestre 2023. Taux de chômage en Algérie a en moyenne été de 17,62 % entre 1991 et 2024, atteignant un pic historique de 31,84 % en 1995 et un record bas de 9,82 % en 2013.

3.2. Les causes du chômage

Plusieurs facteurs peuvent expliquer la présence du chômage sur le marché du travail :

A. Le ralentissement de l'activité économique :

Dans cette situation, la demande qui s'adresse aux entreprises stagne ou diminue et celles-ci réajustent à la baisse leur volume de main-d'œuvre pour l'adapter au volume de la production. Ce faisant, les licenciements économiques se multiplient et augmentent le niveau du chômage. En tout cas, même en l'absence de licenciements, le volume d'emplois créés peut s'avérer insuffisant face au solde des entrées (fin d'études) et sorties du marché du travail (retraites). Dans ce cas d'insuffisance de la demande globale, on parle de chômage keynésien.

B. Le coût du travail : pour rester compétitives, les entreprises doivent maîtriser leurs coûts, en grande partie constitués des charges de personnel. Aussi, un niveau trop élevé du coût du travail (somme des salaires et des cotisations sociales et taxes assises sur la masse salariale) représente un obstacle à l'embauche. On parle dans ce cas de chômage classique par référence au déséquilibre sur le marché du travail théorique. Toutefois, il est à noter qu'un niveau trop faible des salaires nuit à la consommation des ménages, et donc à la demande qui s'adresse aux entreprises, conduisant à une aggravation du chômage.

C. Le progrès technique : il est à la fois créateur et destructeur d'emplois. En ce sens, ces effets sur l'emploi sont indéterminés. Il détruit des emplois dans les secteurs où il se diffuse au détriment des personnes insuffisamment qualifiées. Bien entendu, il est créateur d'emplois dans les secteurs dits « de pointe » ou émergents. En somme, le progrès technique, s'il ne s'accompagne pas, lors de sa diffusion, d'actions de formation, peut condamner au chômage une partie de la main-d'œuvre.

3.2. Lutter contre le chômage

Face aux conséquences économiques et sociales du chômage, les pouvoirs publics mettent en place différentes politiques visant à favoriser l'emploi et à réduire le nombre de demandeurs de travail.

A. La diminution de la population active : il peut s'agir de prolonger l'âge des études, d'abaisser l'âge de la retraite et développer les préretraites, de limiter l'immigration.

B. La formation des hommes : l'accent est mis sur l'amélioration de la formation initiale et continue des travailleurs pour que ceux-ci s'adaptent aux nouvelles exigences du marché du travail.

C. La création d'emplois : une politique favorisant la croissance de la demande et de la production va permettre de relancer l'embauche des entreprises. En outre, une baisse du coût du travail peut inciter les entreprises à créer des emplois. Toutefois, pour que la baisse du coût du travail ne nuise pas à la consommation des ménages, il est possible d'envisager une baisse des cotisations sociales patronales.

D. Le partage du travail : l'idée part d'un calcul simple. Si 20 millions de salariés qui travaillent 40 heures acceptent de ne travailler que 35 heures, 100 millions d'heures sont libérées, ce qui correspond à peu près à 2 860 000 créations d'emplois. Cette solution se heurte aux problèmes de la non divisibilité de certains travaux, de la compensation salariale et des gains de productivité. Ainsi, l'abaissement de l'heure légale hebdomadaire à 35 heures en l'an 2000 pour les entreprises de plus de 20 salariés (à partir de 2002 pour les autres) a obligé les partenaires sociaux à discuter de la répartition des gains de productivité entre salaires et profits.

Conclusion Générale

L'étude de l'économie permet de comprendre la manière dont les sociétés utilisent des ressources limitées pour satisfaire des besoins illimités. Après avoir retracé l'origine, l'évolution et les méthodes de la science économique, nous avons mis en évidence sa dimension interdisciplinaire et son rôle central dans l'analyse du comportement des agents et du fonctionnement global des économies. La problématique fondamentale de la rareté nous a conduits à examiner comment les individus, les entreprises et les États opèrent des choix efficaces face aux contraintes qui s'imposent à eux.

L'exploration des différents systèmes économiques et de leurs mutations contemporaines a montré que chaque société adopte un mode d'organisation spécifique pour produire, répartir et consommer les richesses. Cette organisation repose sur l'action des agents économiques, leurs interactions sur les marchés et les opérations qu'ils réalisent dans le cadre du circuit économique. Ces mécanismes prennent tout leur sens lorsqu'ils s'inscrivent dans les grandes fonctions économiques que sont la production, la répartition et l'utilisation du revenu.

Nous avons également souligné l'importance de la monnaie et du financement de l'économie, qui assurent la fluidité des échanges et conditionnent la dynamique de l'investissement et de la croissance. Enfin, l'analyse des grands équilibres macroéconomiques (croissance, inflation et chômage) a permis de comprendre les enjeux qui structurent l'activité économique à long terme et les défis auxquels les politiques économiques doivent répondre.

Ainsi, ce cours offre une vision d'ensemble de la logique économique et des phénomènes qui traversent les sociétés modernes. Il fournit à l'étudiant des outils de compréhension indispensables pour analyser les réalités économiques, interpréter les évolutions contemporaines et développer une réflexion éclairée en tant que futur citoyen et acteur de l'économie.

BIBLIOGRAPHIE

- ACEMOGLU D., LAIBSON, D. & LISTE, J. A., (2018), Introduction à l'économie. Pearson France.
- BIALES, C, BIALES, M, LEURION, R, RIVAUD, J-L (1996), Dictionnaire d'économie, Foucher, Paris.
- BIALES, M ; LEURION, R & RIVAUD J-L (1998), Économie Générale, Éditions Foucher, Paris.
- CAPUL, J-Y & MARTORY, B (1994), Economie Générale, étapes BTS, Nathan, Paris.
- CAPUL, J-Y & GARNIER, O (2002), Dictionnaire d'économie et des sciences sociales, Paris, HÂTIER.
- CHKOUNDALI, R. (2006), Cours introduction à l'économie, 1ère Année Sciences Economiques et de Gestion, université de Tunis, Institut Supérieur de Gestion de Tunis.
- DHENIN, J-F ; RUDELLE, C ; SEBBAH, A-M, SERDECZNY, A ET SIMON, P (1995), Economie générale, BTS 1^{re} année, Edition Bréal.
- GENEREUX, J. (2006) Économie politique 1. Microéconomie et Économie politique 2. Macroéconomie et comptabilité nationale, (4e éd.), Hachette supérieur, Paris.
- GENEREUX, J. (2017). Introduction à l'économie (nouvelle édition). Média Diffusion.
- GUERRIEN, B & GUN, O. (2012). Dictionnaire d'analyse économique, (4^e éd.) Paris, La découverte.
- LONGATTE, J & VANHOVE, P, (2013), Economie générale, (7^e éd), Dunod, Paris.
- LONGATTE, J & VANHOVE, P, (2015), Économie : L'essentiel en fiches (4e éd.), Editions Francis LEFEBVRE, Dunod.
- LUZI, A. (2011). Microéconomie. Cours et exercices résolus. Paris, Hachette.
- MANKIW, G. (2019), Macroéconomie (8^e éd), de Boeck, Bruxelles.
- MONTBRIAL, T & DE FAUCHART, E. (2004), Introduction à l'économie : microéconomie, macroéconomie », Paris : Francis Lefebvre.
- POULON, F., (2015), Economie Générale, (2^e éd), Dunod, Paris.
- POULON F. (2008), Économie Générale, (6e éd), Dunod.
- STIGLITZ J., WALSH C. (2004), Principes d'économie politique, De Boeck, Bruxelles
- STIGLITZ, J., LAFAY, J-D., WALSH, C. (2014), Principes d'économie moderne (4ème éd.), De Boeck, Bruxelles.
- WASMER, E. (2017), Principes de microéconomie, Paris, Pearson.

Table des tableaux

Tableau 1 : Synthèse des différentes conceptions de l'économie	11
Tableau 2 : Synthèse de la différence entre le système capitaliste et le système socialiste	32
Tableau 3 : Les agents économiques et leurs caractéristiques principales	39
Tableau 4 : Synthèse des opérations économiques	40
Tableau 5 : Les structures de marché selon le nombre d'offreurs et de demandeurs	41
Tableau 6 : Production marchande et Production non marchande	49

Table des figures

Figure 1: La pyramide des besoins de Maslow (A Theory of Human Motivation, 1943)	20
Figure 2: Illustration de la courbe des possibilités de production	24
Figure 3 : Le circuit économique simple (avec deux agents économique)	43
Figure 4: Circuit économique simple dans une économie stationnaire	44
Figure 5: Circuit économique avec l'épargne et l'investissement	45
Figure 6: Le circuit économique dans une économie dynamique	46
Figure 7: Le partage de la valeur ajoutée au sein de l'entreprise	53
Figure 8: De quoi se compose le revenu primaire ?	54
Figure 9: Des revenus primaires au revenu disponible	56
Figure 10: Les différentes formes de l'épargne	61
Figure 11: Le financement indirect ou intermédié	74
Figure 12: Le financement direct et indirect	76
Figure 13: Evolution du taux de croissance réel de l'Algérie (2010-2024)	79
Figure14: les moteurs de la croissance économique	80
Figure 15: Evolution du taux d'inflation en Algérie (2016-2025)	84
Figure 16: Taux de chômage en Algérie (2013-2024)	87

Table des matières

Introduction générale : Pourquoi étudier l'économie ?	6
Introduction	8
Chapitre 1 : Objet et nature de la science économique	7
Section 1 : Origine et évolution de la science économique.....	8
Section 2 : Définitions de la science économique.....	9
1.1. L'économie comme une science de la richesse (fin du 18 ^{em}) :	9
1.2. L'économie comme science de l'échange marchand (fin 19 ^{eme})	10
1.3. L'économie est une science de la rareté et des choix efficaces.....	10
1.4. Définitions de synthèse	11
Section 3 : La méthode de la science économique.....	13
3.1. La méthode inductive / La méthode déductive.....	13
3.2. L'approche positive/ L'approche normative	14
3.3. L'analyse microéconomique/ L'analyse macroéconomique.....	14
Section 4 : La relation de la science économique avec les autres sciences	14
4.1. Économie et Sociologie	14
4.2. Économie et Politique	15
4.3. Économie et Psychologie (Économie comportementale)	15
4.4. Économie et Mathématiques	15
4.5. Économie et Histoire.....	15
Chapitre 2 : La problématique économique	16
Introduction	17
Section 1 : La notion de besoin illimité	18
1.1. Qu'est-ce qu'un besoin ?.....	18
1.2. Caractéristiques des besoins	18
1.3. Les classifications des besoins	19
Section 2 : Les biens économiques	20

2.1. Qu'est-ce qu'un bien économique ?	20
2.2. Caractéristiques d'un bien économique.....	20
2.3. La classification des biens économiques	21
Section 3 : Rareté et choix efficaces	22
3.1. Les choix économiques	22
3.2. Les frontières des possibilités de production.....	23
Section 4 : Les implications de la rareté	25
4.1. Les arbitrages	25
4.2. Le coût d'opportunité.....	25
Chapitre 3 : Les systèmes économiques	27
Introduction	28
Section 1 : La notion et les fondements du système économique	28
1.1. Définition d'un système économique	28
1.2. Les objectifs d'un système économique	28
Section 2 : Les modèles économiques dominants	29
2.1. Le système capitaliste	29
2.2. Le système socialiste.....	31
Section 3 : Les mutations contemporaines des systèmes économiques.....	33
3.1. L'économie mixte : caractéristiques et rôle dans les économies modernes	33
3.2. Mutations contemporaines : mondialisation, innovations technologiques, durabilité et hybridation des modèles.....	34
Chapitre 4 : Présentation de l'activité économique	36
Introduction	37
Section 1 : Les agents économiques	37
1.1. Les entreprises.....	37
1.2. Les ménages.....	37
1.3. Les administrations publiques	38
1.4. Les institutions financières.....	38

1.5. L'extérieur.....	38
Section 2 : Les opérations économiques	39
2.1. Les opérations sur biens et services.....	39
2.2. Les opérations de répartition	40
2.3. Les opérations financières	40
Section 3 : Les marchés	41
3.1. Les différentes formes de marché	41
3.2. Principaux marchés	42
Section 4 : le circuit économique.....	42
4.1. Présentation d'un circuit économique simple (deux agents économiques).....	42
4.2. Le circuit économique avec l'épargne et l'investissement	44
Chapitre 5 : Les fonctions économiques	47
Introduction.....	48
Section 1 : La production : point de départ de l'activité économique	48
1.1. La notion de production	48
1.2. La notion de facteurs de production	49
1.3. Mesure de la richesse par la valeur ajoutée	49
1.4. La productivité des facteurs de production.....	51
Section 2 : La répartition du revenu.....	53
2.1. La répartition primaire (Revenu primaire)	53
2.2. Revenu issu de la redistribution	55
Section 3 : Les emplois du revenu : Consommation, Epargne et Investissement.....	56
3.1. La consommation.....	57
3.2. L'épargne.....	60
3.3. L'investissement	62
Chapitre 6 : La monnaie et le financement de l'économie.....	65
Introduction	66
Section 1 : La monnaie : formes et fonctions.....	66

1.1. Définition et évolution de la monnaie	66
1.2. Les fonctions de la monnaie	68
Section 2 : La création monétaire	70
2.1. Le processus de création monétaire.....	70
2.2. La masse monétaire.....	72
Section 3 : Le financement de l'économie.....	73
3.1. Financement indirect ou intermédié	73
3.2. Le financement direct.....	75
Chapitre 7 : Les grands équilibres économiques : Croissance, Inflation et Chômage.	77
Introduction.....	78
Section 1 : La croissance économique	78
1.1. Définition et mesure de la croissance	78
1.2. Les sources de la croissance	79
1.3. Les irrégularités de la croissance économique.....	81
Section 2 : L'inflation.....	82
2.1. Définition et mesure de l'inflation	82
2.2. Les interprétations de l'inflation	84
2.3. Les effets et la lutte contre l'inflation.....	85
Section 3 : Le chômage	86
3.1. Définition et mesure du chômage.....	86
3.2. Les causes du chômage	88
Conclusion Générale	90
BIBLIOGRAPHIE	91
Table des figures	93

